



ÉDITO

Le voici ! Tant attendu ! C'est le 51ème numéro du Regard Critique, le journal rédigé et édité par le comité de la CUAE. Il arrive juste à temps pour le retour timide du soleil et la reprise des cours de printemps, pour ceux concerné.e.x.s.

En réponse à la crise sanitaire, le gouvernement a fait ce qu'il sait faire de mieux, c'est-à-dire répondre aux intérêts économiques des élites et du patronat en appliquant de mesures sanitaires incohérentes et lacunaires, accompagnées de leur touche autoritaire et de contrôle. En tant que bonne élève, l'université a elle aussi pris des mesures satisfaisant leurs propres intérêts ignorant les besoins réels des étudiant.e.x.s en brandissant comme excuses l'égalité de traitement et la valeur des diplômes. Ceci alors même que la pandémie révélait et accentuait les inégalités d'accès à la formation ainsi que la structure hiérarchique et anti-démocratique de l'université.

Pour contribuer - certes très modestement - à la remise en cause intellectuelle de ce modèle d'uni-

versité soumise aux intérêts capitalistes, nous avons concocté quelques articles qui ont pour but de vous donner des outils afin d'aiguiser votre regard critique.

Alors que les mesures sanitaires (masques et pass, sans distinction) viennent d'être levées, nous ferons un bref retour sur cette pandémie de COVID-19, qui, nous l'espérons, est bientôt finie. Nous verrons notamment comment elle a contribué à une précarisation psychologique d'une rare magnitude pour une grande partie des étudiant.e.x.s

Comme dossier nous vous proposons une exploration de l'avancée du néolibéralisme dans notre alma mater. En effet, si ses manifestations multiples peuvent paraître invisibles pour un œil non averti, une analyse aigüe permet de relever comment l'université déploie ses tentacules. Ces dernières s'immiscent dans tous les recoins et ont des impacts multiples. Ici, nous nous concentrerons sur trois aspects. Un premier texte analyse la manière dont la communication avec la mal nommée « communauté universitaire » se fait à l'aide de concepts trompeurs vidés de leur sens. Un autre revient sur les sources douteuses de différents financements au sein de l'unige. Alors qu'un dernier texte montrera comment les revendications d'apolitisme portées par l'institution ne sont rien d'autre qu'un leurre à usage politique.

Cette édition reviendra également sur l'occupation sans faim du Marx Café à Uni-Mail, dans un style littéraire dense et désordonné qui n'est pas sans rappeler ladite occupation. Une mobilisation qui est inscrite dans la lutte contre la précarité étudiante, notamment celle alimentaire, et qui dura deux semaines au mois de novembre 2021.

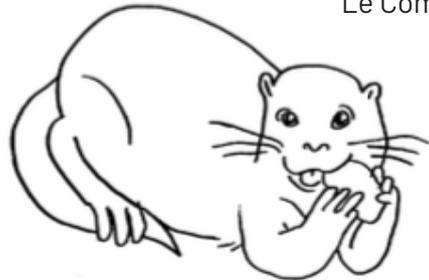
Ensuite, on vous propose un texte sur la mixité choisie. Celui-ci revient sur les apports individuels et collectifs de cette forme d'organisation collective ainsi que sur les fondements théoriques principaux de cette pratique.

Enfin, pour clôturer cette belle édition, vous trouverez un texte sur le lobby du tabac en Suisse.

qui montre, entre autres, à quel point l'université de Genève baigne dedans depuis de longues années

A bientôt pour la suite des luttes et, en attendant, une très belle lecture !

Le Comité de la CUAE



MAIS QU'EST-CE QUE LA CUAE ?

Derrière les quatre lettres C-U-A-E, sympathique mais imprononçable acronyme, se cache la Conférence Universitaire des Associations d'Étudiant.e.x.s, faîtière et syndicat étudiantin de l'université de Genève. Bien qu'active depuis plus de cinq décennies, notre engagement reste souvent méconnu du public. Tentons ici d'y remédier.

Notre action se place à deux échelles distinctes et complémentaires. La première se situe au niveau individuel via les permanences syndicales. Celles-ci ont pour finalité première d'assister les étudiant.e.x.s et associations en difficulté. Elles permettent de surcroît à la CUAE de rester en contact constant avec les réalités vécues à l'unige. Partant de là, notre deuxième axe se positionne par rapport à la communauté étudiantine dans son ensemble, et ce via la représentation et la défense des intérêts des étudiant.e.x.s et des associations tant face à l'université qu'au sein de la cité.

Le clinquant de la formule « communauté étudiantine » ne permet cependant pas de saisir l'hétérogénéité des individu.e.x.s la composant. Dès lors, re

présenter les intérêts de cette communauté implique aussi d'établir des priorités. La CUAE s'évertue à défendre les personnes en situation de précarité, et de lutter contre un système produisant des inégalités. en fonction des genres, des classes sociales ou des races pour ne citer que trois des nombreux rapports de domination opérant au sein de l'université.

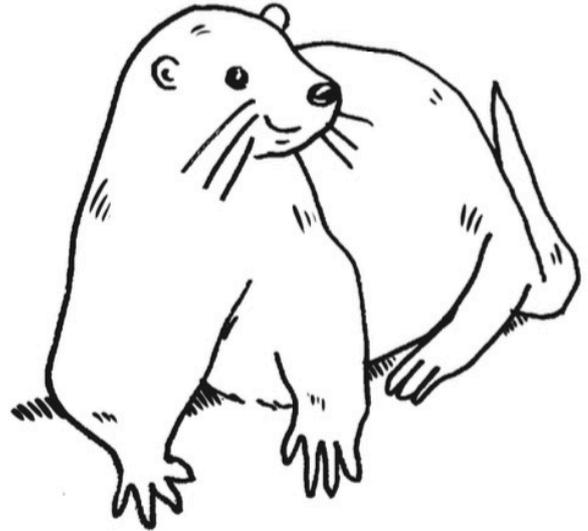
Afin de déterminer de manière démocratique quelles actions mettre en œuvre et quelles positions définir, la CUAE dispose de deux organes de prise de décision. L'assemblée générale (AG) se tenant une fois par semestre, ouverte à tou.te.x.s étudiant.e.x de l'UNIGE, et l'assemblée des délégué.e.x.s (AD), se tenant deux fois par semestre, ouverte aux associations membres. Les AD et AG établissent les grandes lignes de travail et délèguent au comité - aux réunions hebdomadaires - la mise en œuvre de celles-ci.

Les tensions affectant les étudiant.e.x.s étant aussi à l'œuvre en dehors de l'université, se cantonner à une stratégie sectorielle et corporatiste ne nous permettrait pas d'agir efficacement dans le contexte qui est le nôtre.

Les pratiques de lutte de la CUAE s'inscrivent donc à la fois au sein de l'institution et à l'extérieur.

En effet, il est inconcevable de lutter pour les intérêts étudiants sans lutter contre le capitalisme dans son ensemble et contre ses multiples implications. Pour ce faire, la CUAE entretient des liens étroits et vivants avec le reste du milieu de la gauche radicale genevoise. Grâce à cela, la CUAE peut donc ainsi faire sortir les enjeux estudiantins des murs et y faire entrer ceux de l'extérieur, mais aussi s'allier avec d'autres organisations si nécessaire.

Nos stratégies de lutte varient en fonction des possibilités d'action et de dialogue. Celles-ci s'inscrivent dans un cadre que l'on veut critique et constructif.



POURQUOI NOS TEXTES NE SONT-ILS PAS SIGNÉS ?

Plusieurs raisons expliquent le choix du comité de la CUAE de ne jamais signer ses textes. En tout premier lieu, ces textes sont des émanations de la collectivité et non pas d'individus. Nous les écrivons en effet souvent collectivement, mais plus que cela, ils sont relus par l'entière du comité, discutés par ce dernier et remodelés. Souvent les textes sont considérablement modifiés et sont ainsi plus pertinents par ce travail collectif.

Deuxièmement, le fait de ne pas signer anonymise les écrits et permet ainsi une critique de l'université non pas individuelle mais réfléchie et assumée collectivement. Cela permet de libérer la parole, sachant que nous sommes tou.te.x.s étudiant.e.x.s et nos prises de décision cela pourraient avoir des répercussions sur nos études.

Finalement, ne pas signer nos textes est une manière de critiquer l'idée de propriété intellectuelle. Personne ne peut tirer un prestige d'un texte écrit car ils sont tous collectifs. Ainsi, ils sont également en libre circulation tant que le fait qu'ils soient tirés du Regard Critique est mentionné. C'est une manière de collectiviser le savoir et d'éviter la personnification de figures intellectuelles.

SAINTE-TRINITÉ

Après une analyse (fine, très fine) des communications du recteur et du rectorat, que ce soit via des mails à la communauté universitaire, lors de réunions ou via les médias, il nous a semblé qu'étonnement, certains mots revenaient de manière extrêmement récurrente à la bouche du rectorat. Les mots en -ences ont notamment fait mouche cette année avec bienveillance et résilience comme grands gagnants la période de crise. Mais l'égalité de traitement gagne également la palme du nombre d'occurrences sur la longue durée. Bien évidemment, personne ne peut être contre la bienveillance, la résilience et l'égalité de traitement. Mais qu'est-ce qui se cache derrière ces termes fourre-tout si souvent utilisés ? Ont-ils réellement un sens ?

BIENVEILLANCE

La bienveillance on l'utilisait dans les milieux féministes avant le COVID pour parler de la manière d'accueillir les personnes dans leurs identités. Soyons bienveillant.e.x.s les un.e.x envers les autres. Ceci semblait faire sens pour nous dans l'optique de vivre au mieux nos collectifs, de s'accepter les un.e.x.s les autres avec nos identités propres. Maintenant, il ne nous reste que dégoût pour ce terme qui a été ré-approprié dans le discours néolibéral de l'université.

Il a été le poulain du recteur durant le premier confinement, lui permettant de se déresponsabiliser de toute mesure efficace. En effet, il a pu lancer l'injonction à la bienveillance des professeur.e.x.s dans les modalités d'examen et dans leurs corrections. Mais sans aucune mesure, sans aucune instance de contrôle, la bienveillance a été entendue de manière bien différente d'enseignant.e.x en enseignant.e.x et de faculté en faculté. Ainsi alors qu'en philosophie, certains examens habituellement de deux heures sur table étaient transformés en dossiers à rendre à la maison avec plusieurs semaines de délais, en psychologie en revanche un examen de deux heures sur table se transformait en QCM d'une heure, séquencé et avec une augmentation du nombre de question.

La bienveillance n'a permis qu'une déresponsabilisation du rectorat de tout ce qui pouvait se passer dans les facultés ou dans les cours, laissant les étudiant.e.x.s se débattre sans succès avec leurs professeur.e.x.s pour une meilleure compréhension du concept de bienveillance.

EGALITÉ DE TRAITEMENT

L'égalité de traitement est le bâton quand la bienveillance promettait la carotte. Quand on lit égalité, on visualise un concept hautement positif. Domage alors que celui-ci serve à justifier l'absence d'aménagements pour des personnes en difficulté.

En effet, là où les appels à la « bienveillance » n'aboutissaient sur presque aucune mesure concrète, l'égalité de traitement a été le rempart contre les demandes individuelles et collectives. Imaginez-vous en train d'avoir l'impertinence de demander une dérogation pour passer dans l'année suivante en conditionnelle après avoir été covidé.e.x et donc dans l'impossibilité d'assister aux examens d'août 2020. L'institution vous expliquera bien gentiment que prendre une telle mesure pour vous reviendrait à déroger au principe d'égalité de traitement pour tou.te.x.s vos autres camarade.x.s. Elle vous laisse donc redoubler.

Osez maintenant revendiquer collectivement des aménagements concrets et une commission démocratique et participative pour surveiller les modalités d'examens. On vous répondra que ce serait inégal vis-à-vis des autres volées et, pire encore, que cela péjorerait la **valeur de vos diplômes** (élu récemment concept le plus employé et le plus efficace en terme de tri social car capable de justifier les conditions les plus stressantes et contraignantes aux examens). Car qui dit diplôme dit employabilité et rendement. C'est par la capitalisation et l'efficacité maximale de leurs années d'études qu'on attend des futurs soldats du capitalisme qu'ils intègrent la place que les grands lobbys économiques ont préparée pour eux.

Garantir un accès égal aux études, c'est un devoir. Mais étant données les inégalités structurelles qui définissent notre société capitaliste, cette garantie est illusoire sans aménagement pour les personnes précaires.

Loin de garantir à tout le monde un accès équitable aux études, la prétendue égalité de traitement tant employée ces derniers mois à l'Université a pour résultat de laisser sur le côté les personnes les plus impactées par la crise. Comme lorsque d'autres concepts progressistes sont utilisés à des fins antisociales, c'est triste et ça fait mal.

Quand les concepts sont vidés de leur sens par le dogme de la compétition et du profit, cela empêche l'organisation collective et la solidarité. Évidemment que l'Université n'est pas le lieu où les conséquences de cette perte de sens sont les plus violentes, mais observer les mutations qui la traversent et le discours néolibéral qui l'imprègne permet de comprendre l'étendu du front de la lutte qui reste à mener. La restriction de l'accessibilité des études est symptomatique d'une société inégalitaire et élitiste. Elle est symptomatique de l'influence à l'université d'un système économique destructeur.

Le concept de résilience, un peu moins utilisé par le rectorat n'en est pas moins particulièrement intéressant. Le terme a pourtant pris de plus en plus d'ampleur depuis les années 2000 dans notre système néolibéral. Quoi de mieux que des employé.e.x.s résilient.e.x.s lorsqu'il faut faire des coupes dans le personnel ? Quoi de mieux que des étudiant.e.x.s résilient.e.x.s lorsqu'il faut leur faire accepter n'importe quoi ? La résilience individualise les problèmes. Les paramètres pour surmonter les obstacles ne sont qu'individuels, comme un trait de caractère, une force individuelle. Plus aucun collectif pour faire face aux catastrophes comme la crise sanitaire et c'est bien pratique dans un moment où tout le monde est si atomisé.

A nouveau, la responsabilité de la gestion de la crise retombe sur les épaules des individus. Tu ne te sens pas bien ? Sois résilient.e.x ! Cela permet d'occulter les structures de l'université qui empêchent une gestion sereine de la crise comme les coupes budgétaires régulières depuis les années 2000, le manque de personnel enseignant et administratif, la précarité étudiante, la surcharge de travail depuis le processus de Bologne, l'autoritarisme dans la gestion de crise. Plus personne n'a besoin d'y penser car nous n'avons qu'à travailler sur notre résilience. En gros « ce n'est pas ce que l'on vous fait, le problème, mais la façon dont vous le vivez. »¹

NEUTRALITÉ MON CUL !

Neutralité, objectivité, apolitisme: tant de mots qui reviennent dès qu'on parle d'éducation scolaire et académique. Ils seraient notamment le gage d'une formation de qualité et l'obligation morale de tout.e.x enseignant.e.x, de la primaire jusqu'à l'université. Mais cette «neutralité» si suisse est-elle appliquée par tout le monde? Que signifie-t-elle? Est-elle même souhaitable? Au fond, qui décide de ce qui est neutre ou de ce qui est «trop politique»?

En réalité, comme nous tenterons de l'expliquer dans ce texte, il y a d'un côté ceux pour qui il est permis d'être politiques, et de l'autre ceux à qui on demande de fermer leur gueule. La réalité des premiers est jugée comme le standard de neutralité alors que celle des deuxièmes est perçue comme trop polémique du moment qu'elle remet en cause l'ordre établi. A l'université, cette règle s'applique autant à la production des savoir qu'à la structure de l'institution elle-même, les deux étant intimement liés.

OBJECTIVITÉ ET PRODUCTION NEUTRE DU SAVOIR ?

Dans les contenus des cours, l'objectivité est une illusion car le savoir est produit et transmis par les dominants. Ce sont donc eux qui décident ce qui vaut la peine d'être étudié. Ces décisions n'ont rien de neutre, car elles mettent forcément en avant une facette de la vérité, jugée plus légitime. Cela se remarque notamment par le nombre vertigineux d'hommes cis blancs étudiés en cours. Qui a décidé qu'ils étaient les plus pertinents à connaître? D'autres hommes cis blancs.

Si vous êtes étudiant.e.x, peut-être que vous avez déjà joué à compter le nombre de femmes, ou de tout autre membre d'un groupe minorisé, étudié.e.x.s dans vos cours. Souvent, pour les cours d'introduction (c'est-à-dire pas les cours hyper pointus avec 15 étudiant.e.x.s), ce nombre oscille entre zéro et un, dans les cas où la figure est vraiment incontournable. Une explication instinctive serait que ce sont les hommes cis qui ont façonné les matières que nous étudions, puisqu'ils n'ont laissé la place à personne d'autre. Il serait donc indispensable de passer par eux. Par exemple, com

ment étudier les sciences sociales sans qu'on nous gonfle avec la sainte trinité Marx-Weber-Durkheim dans littéralement chaque cours du semestre? Pourtant, dans chaque matière, de nombreuses personnes ont apporté leur pierre à l'édifice même sans être des hommes cis blancs et bourgeois ! Les enseignements donnés n'ont donc rien de neutre; au contraire, la décision de ne valoriser qu'un certain type de personne est éminemment politique. Ce choix appauvrit les possibilités d'apprentissage - alors même que l'université se vante d'être un lieu de recherche pointue et d'excellence académique - et conforte les hommes cis blancs bourgeois etc. etc. dans leur mainmise sur le savoir, au détriment de tou.te.x.s les autres.

Certains sujets sont également abordés en cours de manière édulcorée. C'est souvent le cas pour certaines figures historiques. Prenons l'exemple de Henri Dunant, étudié dans un cours de relations internationales car il est à l'origine du mouvement de la Croix Rouge et du Croissant Rouge. En passant, la prof mentionne

qu'il est également un «entrepreneur» et «propriétaire terrien» en Algérie et qu'un jour, en allant voir Napoléon, il tombe sur la bataille de Solferino qui le choque beaucoup et qui le pousse à fonder le CICR. Un bon gros euphémisme pour ne pas dire que Dunant était recruteur pour la Compagnie genevoise des colonies suisses et que sa visite à Napoléon avait comme but de demander un soutien financier pour sa propre société coloniale, «Les Moulins de Mons-Djemila». Ces éléments sont cruciaux pour comprendre le contexte des organisations humanitaires et il est presque insultant qu'un cours d'histoire universitaire ne les aborde pas: les étudiant.e.x.s ne sont-ils pas capables d'admettre l'importance du CICR dans la culture suisse tout en gardant en tête qu'il a été fondé par un colon ? Ici, utiliser le terme «entrepreneur» plutôt que «colon» reflète le refus de la Suisse (dont sa sphère académique) de se confronter à son passé colonial et entre en contradiction avec toute honnêteté historique. Sciences et domination

SCIENCE ET DOMINATION

Historiquement, l'université s'est construite sur l'exclusion des groupes minorisés: ce sont des hommes blancs bourgeois qui ont construit des universités où seuls eux sont légitimes de s'exprimer et de produire de la connaissance - sur eux mais aussi et surtout sur les autres - depuis une position surplombante. Pourtant, ce ne sont jamais eux qui sont accusés d'avoir un point de vue trop situé. Voyons alors quel savoir est légitimé et, au contraire, lequel est jugé illégitime.

Le développement du capitalisme s'est notamment basé sur le développement et l'instrumentalisation de structures technico-scientifiques comme l'ingénierie, la biologie, etc. Ces sciences sont venues soutenir le projet de domination du capital, mais aussi du racisme ou du sexisme. **Par exemple, la théorie darwinienne**

de l'évolution a été faussement transformée en théorie sociale qui hiérarchisait les plus «forts» et les plus «faibles», notamment pour soutenir le fascisme ou le libéralisme de la fin 19ème siècle. L'anthropologie et l'ethnologie occidentales ont souvent été utilisées pour justifier la colonisation en affirmant que certaines races étaient plus avancées que d'autres. Dès lors, la «Vérité» ne pouvait être appréhendée qu'au travers du prisme de la science (des dominants). C'est ainsi qu'on a pu lui donner un caractère universel et infaillible.

Aujourd'hui, cette logique perdure. Or, le monde académique étant jonché d'obstacles, l'accès à la construction de la «vraie science» est extrêmement compliqué. Le coût des études, la nécessité de maîtriser des codes dominants ou la confrontation au charabia académique inutile sont autant d'obstacles à la démocratisation des savoirs scientifiques. Ce n'est pas anodin que les inégalités d'accès à la formation soient l'un des sujets les mieux documentés de la sociologie. **Le monde académique étant défini comme un grand détenteur de ces savoirs, il produit et reproduit de la violence scientifique.** Et elle est constamment confortée dans ce rôle-là. Par exemple, il est aujourd'hui nécessaire d'avoir un diplôme pour être légitime de s'exprimer dans l'espace public. Cela renforce ces logiques d'appropriation des savoirs au détriment d'autres espaces d'apprentissage qui peinent à se construire une légitimité scientifique ou à faire reconnaître leur forme de savoir «non-scientifique» comme partie intégrante de la compréhension de la réalité.

La question se pose donc aussi sous cet angle : pourquoi est-ce que cette forme spécifique de connaissances (les connaissances «scientifiques») est-elle aussi hégémonique ? Pourquoi est-ce que les formes de connaissance moins

formelles, moins normalisées (et donc plus accessibles) ne sont pas tout aussi légitimes et précieuses aux yeux des institutions ? L'université est pleinement engagée dans un gate-keeping. Elle se comporte comme toutes les organisations étatiques: du haut de sa position supérieure, elle use de son autorité pour s'assurer que seules les connaissances qui ne remettent pas trop en cause son hégémonie soient perçues comme légitimes.

LE RÔLE IDÉOLOGIQUE DE L'OBJECTIVITÉ

La scientificité construite des savoirs va souvent de pair avec un apolitisme revendiqué. Ce dernier joue en réalité un rôle idéologique. Comme mentionné plus haut, il sert à cacher les rapports de domination et à définir comme «objectivement vrais» les savoirs des dominants. A l'université, ça permet de cacher que ce sont toujours les mêmes qui les produisent et les diffusent. On nous fait constamment oublier que tout savoir est construit, en premier lieu dans une salle de cours, et qu'on pourrait être partie prenante de leur production et de leur diffusion. En bref, que ces connaissances pourraient être les nôtres.

Mais cette association entre science et apolitisme n'est bien entendu pas naturelle. Bien que toujours minoritaires, de plus en plus de chercheur.euse.x.s produisent du savoir «militant», c'est-à-dire avec un parti pris en faveur des dominé.e.x.s assumé ouvertement. D'autres font un pas supplémentaire et produisent du savoir par et pour les luttes sociales, à l'image du récent site Internet ENQUETECRITIQUE.ORG¹.

Ce site Internet regroupe plusieurs chercheur.euse.x.s en sciences sociales et plusieurs travailleur.euse.x.s techniques (pour réaliser des

vidéos, s'occuper du graphisme, etc.). On peut librement lui proposer des projets de recherche en lien avec les luttes sociales, et à la manière des comités de relecture des revues scientifiques, un réseau de militant.e.x.s et chercheur.euse.x.s universitaires ou indépendantes se charge de relire les travaux, proposer des modifications, etc. Les chercheur.euse.x.s travaillent directement avec les personnes concernées par la domination et les publications évitent au maximum le charabia scientifique pour rendre le savoir le plus accessible à tou.te.x.s. Les thèmes abordés sont multiples : histoire de l'indépendance algérienne, capitalisme sécuritaire, systèmes carcéraux ou encore partage des méthodes en sciences sociales. Contrairement à d'autres, cette plateforme de diffusion des savoirs populaires ne cache pas ses objectifs politiques : «Nous cherchons à produire de la connaissance critique pour passer à l'action collective, pour bouleverser les rapports de force, pour renverser les situations, pour en finir avec toutes les dominations et pour créer d'autres formes de sociétés justes, libres et égalitaires». La soi-disant neutralité de l'institution

Au niveau institutionnel, on nous brandit sans cesse un apolitisme qui nie le caractère hiérarchique de l'université. Par exemple, depuis des années, l'université de Genève refuse d'envoyer les Unilistes (mails envoyés à tou.te.x.s les étudiant.e.x.s) de la part de la CUAE lorsqu'elles sont jugées «à caractère politique». C'était notamment le cas lorsque nous avons voulu informer les étudiant.e.x.s d'une manifestation contre le centre de renvoi en 2020. Pas de politique à l'université, nous dit-on donc. Mais cette règle s'applique-t-elle à tou.te.x.s ?

1 Voir leur site Internet : <https://enquetecritique.org/>

En 2019, le recteur Yves Flückiger se vantait d'avoir rencontré Tony Blair au World Economics Forum. «Always a great pleasure to meet Tony Blair in person» écrivait-il sur son compte Twitter.¹

Étonnant qu'une figure publique de l'université de Genève se permette d'exprimer son bonheur de rencontrer l'un des responsables de l'assassinat de 601'027 Irakien.ne.x.s² et d'une offensive néo-libérale historique en Grande-Bretagne. Le recteur fait-il preuve de neutralité en décidant de rester aveugle à tout ça et en s'affichant publiquement avec ce politicien ?

A propos, doit-on rappeler que le buste de Carl Vogt, une figure du racisme scientifique, trône toujours fièrement devant Uni-Bastions malgré des demandes répétées de plusieurs collectifs de le retirer³? Comment l'université peut-elle se prétendre neutre lorsque qu'elle fait le choix réfléchi d'accorder une place si valorisante à un racialisé ? En 2015, l'UNIGE a d'ailleurs également baptisé le plus récent de ses bâtiments en l'honneur de Carl Vogt. Souvent, lorsque des critiques s'élèvent contre la valorisation de personnages racistes dans l'espace public, les réacs répondent que de toute façon, on ne peut plus rien dire et qu'il est quand même bien dommage de juger le passé avec les critères du présent. Mais ce genre de réaction illustre, une fois de plus, que ces personnes considèrent leur vision de l'histoire, leur lecture des rapports sociaux comme la norme, figée dans le temps et immuable. Et que toute tentative de renverser

cette norme est une censure, une lubie politique.

Plus généralement, le monde académique se réfugie derrière une infrastructure stable pour garantir les intérêts des dominants. Il possède une panoplie d'outils pour éviter une remise en cause trop radicale en son sein. Les conseils de relecture par les pairs et la publication en fonction du nombre de citations de l'auteur.ice.x sont deux exemples qui illustrent les logiques de monopolisation du savoir académique par les dominants. Pour produire un savoir critique et mener des luttes radicales, il n'y a donc pas d'autres solutions que de concevoir son action politique en dehors de ce cadre imposé.

La tentative des dominants de faire passer leur politique pour de la neutralité et notre politique comme une agression est un stratagème pour nous réduire au silence. Au final, comme l'a si bien dit Adèle Haenel, «dépolitiser le réel, c'est le repolitiser au profit de l'opresseur»⁴.

L'OBJECTIVITÉ, ON N'EN VEUT PAS !

Mais dans un monde traversé par des rapports de domination, voulons-nous vraiment rester «objecti.f.ve.x.s» et «neutres» face à des relations qui engendrent de l'oppression ? L'idéal d'objectivité voudrait qu'on traite sur un pied d'égalité toutes les opinions de manière à faire entendre toutes les voix. Mais traiter indifféremment les dominants et les opprimé.e.x.s est au mieux un désintérêt pour l'émancipation des second.e.x.s,

1 Voir le compte Twitter du grand chef de l'université : <https://twitter.com/FlueckigerYves>

2 Burnham G., Lafta R. et Doocy S., «Mortality after the 2003 invasion of Iraq: a cross-sectional cluster sample survey», *The Lancet*, 12 octobre 2006, <https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140673606694919/fulltext> [consulté le 8 février 2022]

3 Une pétition a été lancée : https://www.change.org/p/rectorat-de-l-universit%C3%A9-de-gen%C3%A8ve-rebaptisez-le-b%C3%A2timent-unige-carl-vogt-et-d%C3%A9boulonnez-le-buste-%C3%A0-son-effigie?recruited_by_id=56478e10-48fe-0130-bbff-00221964dac8 [consulté le 8 février 2022]

4 Lemaire B., «Adèle Haenel : « je ne sépare pas l'art et la politique »», *Les Inrockuptibles*, 25 mars 2016 <https://www.lesinrocks.com/cinema/adele-haenel-ne-separe-lart-politique-323254-25-03-2016/> [consulté le 8 février 2022]

et au pire une excuse pour dissimuler un soutien aux premiers. Si on pousse la logique de l'objectivité jusqu'au bout, alors devrait-on accorder autant d'importance à la voix des colons qu'à celle des colonisé.e.x.s? Le semestre passé, dans un exercice d'un cours sur le genre et l'histoire à l'UNIGE, c'est exactement ce qui était demandé : se mettre dans la peau d'un pro-esclavagiste et d'une personne esclavagisée. Malgré une mobilisation des étudiant.e.x.s, le problème reste identique et des exercices similaires pourraient être à nouveau proposés aux étudiant.e.x.s...

ET SI ON ARRÊTAIT D'ÉCRIRE DES TEXTES ?

Aujourd'hui nous n'avons plus le temps de discuter de pseudo-neutralité scientifique. La planète crame, les migrant.e.x.s sont tué.e.x.s par milliers aux frontières et les ultra-riches ne cessent de profiter d'une pandémie destructrice pour se remplir les poches... Les signes sont suffisamment nombreux

pour nous montrer que pendant qu'on discute d'objectivité ou de parti pris, les dominants continuent leurs offensives. Nous avons donc besoin de savoirs subversifs pour détruire leur monde et en imaginer un autre. Les savoirs doivent être produits et diffusés par et pour nos luttes, car être en phase avec la réalité des dominé.e.x.s est la condition nécessaire à une portée révolutionnaire des connaissances.

Mais prendre ouvertement parti contre toutes les formes de domination ne suffit pas car elles ne vont pas tomber par elles-mêmes. Le savoir trouve son aboutissement, et idéalement son fondement, dans la pratique, c'est-à-dire dans l'action. Il ne nous suffit donc pas de penser la conflictualité du côté des dominé.e.x.s, il faut aussi la mettre en pratique. Alors arrêtons d'écrire des textes beaucoup trop longs et indigestes, que pas grand monde ne lit de toute façon, et allons plutôt toutes ensemble réduire leur monde de merde en cendres.

LA PHILANTHROPIE BOURGEOISE À L'UNIGE, OU COMMENT ASSERVIR UNE INSTITUTION PUBLIQUE AUX INTÉRÊTS DES DOMINANTS

En Suisse, depuis les années 1990, l'université est devenue l'un des champs de bataille du néo-libéralisme. Au fil des réformes, l'ancien idéal humaniste d'acquisition et de création du savoir basé sur l'indépendance de l'étudiant.e.x et de l'institution universitaire a laissé la place à une relation étroite entre le monde académique et l'économie privée¹. Sous certains aspects, on peut même parler d'un asservissement d'une institution publique à des intérêts capitalistes. Dans la poursuite de cet objectif, l'une des armes aux mains du capital porte le doux nom de philanthropie.

1 «Le processus d'«autonomisation» des universités suisses. Principes et problèmes», Carnets de bord, 01.12.2002, <https://www.unige.ch/sciences-societe/socio/carnets-de-bord/revue/auteurs/t/jean-terrier/le-processus-d-autonomisation-des-universites-suisses-principes-et-problemes/>.

Au printemps dernier, l'université de Genève a publié la liste des «subsidés sans contreparties» que ses employé.e.x.s ont touchés en 2020 dans le cadre de leurs recherches¹. Cette liste présente uniquement les montants supérieurs à 100'000 francs et ne concerne pas les «mandats de service», c'est-à-dire le travail fourni par des universitaires sur demande d'entreprises privées. Sur sa lancée, notre chère école a aussi dévoilé les subsidés alloués directement à des chaires². Dans l'article de son site Internet qui présente la démarche, on y apprend que l'université touche chaque année entre 4 et 5 % de son budget total sous formes de dons, ce qui représente entre 32 et 35 millions de francs³. Cette soudaine publication ne résulte pas d'un élan de bon sens de la part du rectorat, mais d'une demande de la Cour des comptes formulée lors de son dernier audit.

Voici donc un petit panorama non exhaustif des généreux donateurs de notre institution : la Fondation de Famille Sandoz, liée à Novartis (800'000 francs sur deux ans), le Groupement des entreprises multinationales, dont font partie JP Morgan, Oracle, MSC, Kellogg's, Société Générale, etc. (420'00 francs sur 3 ans), la Fondation du Groupe Pictet, liée à la banque privée du même nom (400'000 francs sur deux ans), le The Sir Jules Thorn Charitable Overseas Trust Reg., une fondation qui s'appuie sur le don (immense) de l'industriel du même nom, fondateur de l'une des plus grandes entreprises électriques au Royaume-Uni (265'250 francs au total), la Fondation Vontobel, liée à la banque privée du même nom (100'737 francs sur un an), la Open Society Foundation, fondée et financée en milliards par George Soros (200'000 francs sur deux ans), la Fondation Bertarelli, liée à la famille du même nom qui dirigea la troisième plus grande entreprise de biotechnolo-

gie au monde jusqu'en 2007 (299'636 francs sur deux ans), ou encore la Fondation privée genevoise, que l'on retrouvera plus bas (1'365'000 francs au total). Quelques mécènes individuels s'invitent également dans la liste, sans que l'on puisse savoir de qui il s'agit.

La sélection proposée ici ne souligne que les fondations dont le lien avec l'économie capitaliste est le plus évident, car la plupart des dons concernent la faculté de Médecine et sont alloués par des fondations spécialisées dans la recherche médicale. Pourquoi dès lors condamner une pratique qui semble des plus louables? Premier indice : parmi les rares fondations qui soutiennent la faculté de Médecine et qui publient ouvertement les noms de leurs donateurs, on trouve la Fondation privée des HUG, qui a pour donateurs Crédit Suisse, UBS ou encore le Rotary Club de Thonon. Les capitalistes ne sont donc jamais très loin. A y regarder de plus près, le mécénat est même une pratique tout à fait intéressée.

Tout d'abord, les dons philanthropiques permettent de défiscaliser des sommes gigantesques. A Genève, la défiscalisation par les dons peut atteindre un plafond de 20 % des revenus pour les personnes physiques (et riches) et de 20 % des bénéfices pour les entreprises. L'intérêt économique est évident, et la perte de revenus pour l'Etat flagrante. La question profondément politique de la défiscalisation est donc la suivante : qui décide où va l'argent destiné à la collectivité ? L'Etat ou les donateurs ? A l'évidence, les seconds ont acquis un pouvoir immense, celui de détourner des millions de francs des caisses publiques pour les rediriger vers des projets dont eux-seuls décident de la légitimité.

1 https://www.unige.ch/cellulededeveloppement/files/5616/2143/1609/A4_Subsidés_2020.pdf

2 https://www.unige.ch/cellulededeveloppement/files/2616/2143/1621/A4_Financement_Chaires.pdf

3 «Financement de la recherche par des fondations: l'UNIGE joue la carte de la transparence», Le Journal de l'UNIGE, 20.05 2021, <https://www.unige.ch/lejournale/vie-unige/printemps-2021/transparence-financements>

Le premier a quant à lui institutionnalisé la pratique, puisque ce sont ses lois sur la défiscalisation qui fondent l'intérêt économique du mécénat. Il ne fait ici que confirmer son allégeance aux dominants, qui sont souvent les mêmes qui le dirigent au travers des dépossessions collectives que sont les gouvernements et les parlements. La légitimité de l'Etat était déjà plus ou moins nulle dans la gestion des richesses collectives, mais, grâce à la philanthropie, celle-ci est directement soumise aux intérêts du capital.

L'université se défend en affirmant «compléter une mission qui est celle de l'Etat»¹. Mais c'est précisément très mal comprendre le problème que de le poser en ces termes. Car les philanthropes ne sont pas là pour «compléter» l'Etat, mais bien pour le remplacer, en servant leurs intérêts plutôt que ceux de la collectivité. Le mouvement est réciproque : l'Etat se désengage volontairement de certains domaines et ouvre ainsi un espace à la philanthropie, tandis que de nombreuses entreprises avides de donations cherchent à investir cet espace et légitiment le retrait de l'Etat. «La légitimité immense des grands philanthropes [...] est intrinsèquement liée à la délégitimation de l'action de l'Etat en matière sanitaire et sociale depuis plusieurs décennies» souligne le sociologue Nicolas Duvoux. On pourrait rajouter, dans le cas de l'université, en matière de recherche scientifique. On a affaire à une prophétie auto-réalisatrice : par le désengagement légitimé de l'Etat, les philanthropes apparaissent comme les sauveurs de l'humanité². La liste des donateurs de la fondation de recherche sur le cancer ISREC (qui finance l'université pour 2'400'000 francs sur 6 ans)

est symptomatique de cette situation : aux côtés de Payot, Rolex ou La Bâloise Assurances, se trouvent plusieurs cantons, financiers de leur propre abandon.

Mais l'intérêt du mécénat n'est pas qu'économique. Il permet également de redorer l'image d'un capitalisme toujours plus destructeur et de le légitimer. Que cela soit au niveau systémique, de l'entreprise ou de l'individu, le but est toujours le même : convertir du capital économique en capital symbolique, afin de légitimer des positions sociales illégitimes qui donnent mauvaise conscience à ceux qui les défendent³. Et ce capital symbolique peut ensuite lui-même être reconverti en capital économique, puisque les futur.e.x.s client.e.x.s des entreprises donatrices sont aussi la cible de cette immense campagne de marketing qu'est la philanthropie. L'université assume d'ailleurs son rôle de publicitaire, puisqu'elle affirme qu'«en publiant cette liste, nous tenons aussi à donner de la visibilité à l'action de ces donateurs et donatrices»⁴.

Cette contradiction centrale de la philanthropie se retrouve dans le modèle financier de nombreuses fondations. Au-delà de l'argent sale qui vient directement renflouer leurs coffres, leur fortune est souvent placée dans le système financier international dans le but de la voir fructifier et de pouvoir continuer à jouer leur rôle de bienfaitrices de l'humanité. La Fondation Leenaards, qui semble être des plus respectables et qui finance l'université pour un montant total de 1'185'375 francs, «gère» une fortune léguée et investit en bourse, en visant «à obtenir, à long terme, des rendements totaux permettant de conserver le niveau des soutiens [...]»⁵.

1 «Financement de la recherche par des fondations: l'UNIGE joue la carte de la transparence», *Le Journal de l'UNIGE*, 20.05.2021, <https://www.unige.ch/lejournal/vie-unige/printemps-2021/transparence-financements>

2 «Philanthropie : Le capital se fout de la charité», *Data Gueule*, 24.01.2020, <https://www.youtube.com/watch?v=GT0XkfEB5T8>

3 *Ibid*

4 *Ibid*

5 <https://www.leenaards.ch/chiffres-cles-commission-financiere/>

Ces fondations, ainsi que l'université, se targuent de leur label «d'utilité publique» et de leur impact positif sur la société, alors même que le système financier international est basé sur un fonctionnement court-termiste, atomisé et purement capitaliste, qu'il n'a jamais fait preuve de durabilité et qu'il produit des violences innombrables.

Mais l'histoire d'amour entre la philanthropie et l'université n'est pas terminée. Notre école est allée beaucoup plus loin, en institutionnalisant la pratique et le savoir philanthropiques en son sein. En 2017, elle a fondé le Center for Philanthropie qui joue à la fois le rôle de fondation, d'institut de recherche et de plateforme de développement de la philanthropie genevoise. Cette démarche s'inscrit dans un intérêt croissant pour la philanthropie de la part des bourgeois genevois depuis quelques années, à tel point que Genève et la Suisse ambitionnent de devenir un centre philanthropique international¹.

Le centre est notamment soutenu par la Fondation Hans Wilsdorf liée à Rolex, les Fondations Edmond de Rothschild, la Fondation Lombard Odier, liées aux banques privées des mêmes noms, et la fondation «Perspectives» liée à SwissLife, le plus grand groupe d'assurance vie de Suisse. Les deux dernières siègent dans la direction du centre sous la forme d'un «comité stratégique». En tant que fondation, le centre s'appelle aussi la «Fondation privée genevoise» et, comme on l'a vu plus haut, finance l'université pour plus d'un million de francs.

L'université donne quatre cours différents au sujet de la philanthropie, répartis entre les facultés de Lettres, GSEM et Droit. Plusieurs professeur.e.x.s travaillent également en collaboration avec le centre, dont Giuseppe Ugazio, qui bénéficie de la Chaire Edmond de Rothschild en philanthropie comportementale,

financée par la Fondation Maurice et Noémie de Rothschild (270'000 francs sur 3 ans). Le centre propose aussi de la formation continue, parfois donnée en cercle très restreint, à l'image de la Master Class en gestion des fondations donnée pendant trois jours en septembre 2021 au Château de Bossey (VD). Il organise également différentes conférences ou tables rondes, comme les réguliers «Philanthropy Lunch». Le 20 mai 2021, cette table ronde avait pour titre «How to combine purpose and profits» et, dans le même cadre, on a pu venir y écouter le 21 septembre dernier Marc Maugué, secrétaire général de la fondation Hans Wilsdorf. Le directeur du centre est le professeur de droit Henry Peter, dont la place est financée à hauteur de 200'000 francs sur 3 ans par la fondation «Perspectives» de SwissLife. Si l'on ajoute à cela qu'il «siège dans plusieurs conseils d'administration d'entreprises privées et conseils de fondations», on ne peut qu'être rassuré.e.x sur la «liberté académique» du centre universitaire.

Pour comprendre comment un tel centre universitaire arrive à drainer autant d'intérêts, il faut reprendre le premier de ses objectifs affiché sur son site Internet : «Etre une interface entre la pratique et la recherche». Pour mieux éclairer cette phrase un peu vague, il suffit de la mettre en relation avec les buts de ARNOVA (Association for Research on Nonprofit Organizations and Voluntary Action), une association états-unienne qui est l'un des nombreux réseaux internationaux de philanthropie et de recherche auxquels le centre académique est affilié. Elle affirme qu' «elle aide les universitaires à mieux comprendre les préoccupations quotidiennes des organisations du secteur tertiaire et *fournit aux professionnels du secteur non lucratif des liens avec la recherche, qu'ils peuvent utiliser pour améliorer le travail de leurs organisations et la qualité de vie des citoyens.* [on souligne]»

1 «Riches et discrètes, les tribus de la philanthropie sortent de l'ombre», Le Temps, 01.10.2017, <https://www.letemps.ch/suisse/riches-discretes-tribus-philanthropie-sortent-lombre>

On ne peut pas être plus explicite : le genre de centre qu'abrite l'université sert les fondations avec lesquelles elle collabore et, forcément, les institutions qui leur sont liées (banques, assurances, riches familles, etc.).

D'un point de vue sociologique, d'abord, ce centre joue le rôle de plateforme de réseautage philanthropique et bourgeois de manière générale. Car le secteur philanthropique est un milieu en forme de toile d'araignée, fermé sur lui-même, où tout est fait pour créer des liens entre les individus, les institutions et les entreprises. Son intrusion dans le monde académique poursuit cette même logique puisque, dans ce monde parallèle, il faut des séminaires, des conférences, bref des excuses pour créer du lien et déverrouiller des portes autrement inaccessibles. Mais ce n'est là que le reflet d'un fonctionnement familial des bourgeoisies du monde entier, capables de former des groupes aux rangs serrés dès qu'il est question de fric et de pouvoir.

Mais, dans l'optique d'allier le nécessaire au bénéfique, ce centre se trouve aussi être une véritable mine d'or des savoirs philanthropiques qui peuvent aller nourrir les expertises des fondations qui participent à ses événements ou qui collaborent directement avec lui. Ces dernières peuvent ainsi scientifiquement fonder la légitimité de leurs actions philanthropiques et de leur image de bienfaitrices de l'humanité. Au passage, elles se démarquent d'autres acteurs du domaine et gagnent des points dans la recherche de donateurs. Mais ces savoirs peuvent aussi directement servir à faire de l'argent. A titre d'exemple, la banque Lombard Odier, dont la fondation est l'un des partenaires principaux du centre, propose des services philanthropiques à ses clients. Car «le conseil en philanthropie – à qui donner, combien, avec quel impact, sur quelle durée –

est devenu une offre incontournable pour les grands de la gestion de fortune. «On le fait parce qu'il y a une demande des clients», explique Anna-Marie Harling, vice-chef de file d'une quinzaine de conseillers chez UBS¹. La philanthropie est en fait un business à part entière, et les savoirs académiques valent de l'or.

Comme on l'a vu plus haut, ce centre sert aussi les intérêts capitalistes en leur octroyant de précieuses économies d'impôt et en redorant leur blason tâché de sang. Plus précisément, d'un point de vue symbolique, il joue également le rôle de vitrine pour ces fondations qui posent adossées à la légitimité et au capital symbolique que leur fournit l'académie. Idéologiquement, enfin, les cours universitaires donnés par le centre promeuvent la philanthropie et la vision du monde qui va avec dans l'institution qui forme les futures classes dominantes de la société. Ils reflètent les intérêts des classes actuellement prédatrices. L'université assume ainsi ouvertement son rôle de courroie de transmission de l'idéologie des dominants et participe à la continuité de leur société dégueulasse.

L'essence même de la philanthropie est de servir les intérêts du capitalisme et, une fois de plus, l'université leur déroule le tapis rouge. Elle se rend ainsi économiquement dépendante d'un système prédateur et d'intérêts privés, au détriment d'une éducation émancipatrice et accessible à tou.te.x.s. Par ailleurs, le cercle est vicieux (ou vertueux, ça dépend à quel camp de la lutte des classes on appartient) : l'université est financée par des dons de fondations privées et, au travers de son centre de philanthropie, produit en retour des savoirs qui servent à ces mêmes fondations. Le retour d'ascenseur est tellement évident que l'on peut se demander si ce centre n'est pas une monnaie d'échange.

1 «Riches et discrètes, les tribus de la philanthropie sortent de l'ombre», Le Temps, 01.10.2017, <https://www.letemps.ch/suisse/riches-discretes-tribus-philanthropie-sortent-lombre>

Mais d'une manière générale, c'est aussi idéologiquement que l'université se rend dépendante du grand capital, puisque même si ces dons sont présentés comme «sans contre-partie», il ne faut pas se leurrer sur la «liberté académique», si chère au recteur, qui se retrouve corsetée par la nécessité de trouver des financements. Et les futurs bénéficiaires de la recherche ne font aucun doute. La Charte de la levée de fonds¹, sorte d'agrégat d'éléments de langage qui servent à rassurer naïvement quiconque se poserait des questions critiques sur ces dons, stipule d'ailleurs que «le chercheur[sic] tient à disposition du donateur tous les documents portant sur le fruit de ses recherches».

En publiant les listes des dons octroyés à l'institution, la transparence toute relative dont fait preuve l'université est la bienvenue. C'est même la moindre des choses. Car, que ça soit ici ou ailleurs, elle n'est jamais suffisante. Le véritable enjeu est celui des rapports sociaux qui permettent au capitalisme de phagocytter l'université. Ces mêmes rapports sociaux qui ne sont précisément jamais abordés par l'action philanthropique. Ces mêmes rapports sociaux qui privent les étudiant.e.x.s de leur auto-organisation, qui les plongent dans la pauvreté ou la dépression et qui créent de la violence quotidienne pour beaucoup d'entre nous. Au final, ces politiques philanthropiques en tout genre ne nous apportent que deux choses : du dégoût, pour des gens qui utilisent notre école pour servir des intérêts opposés aux nôtres, et de la haine, plus susceptible de pousser à l'action.

1 http://www.unige.ch/rectorat/static/2018/FR_charte_vd.pdf



OCCUPATION SANS FAIM

Lors du semestre d'automne 2021, une mobilisation marquante a été menée à l'UNIGE afin d'exiger le retour des repas à 3 CHF dans les cafétérias universitaires. Après leur suppression, un retour «à la normale» n'était pas une option envisageable pour nous. Cette mobilisation a atteint son paroxysme lorsqu'on, la CUAE, a occupé l'une des cafétérias d'Uni-mail. Ironie de l'histoire, l'espace qu'on a occupé jour et nuit pendant deux semaines porte le nom de «Marx Café». L'occupation sans faim a été un événement fort dans l'histoire récente du syndicat étudiant et a été un tournant dans les luttes qu'on mène. Ce texte revient sur cette action majeure du semestre d'automne 2021 afin de retracer le déroulement des événements, d'illustrer que la mobilisation contre la précarité dépasse largement l'occupation, et d'offrir des pistes de réflexion quant à la portée d'une telle mobilisation - et la suite.

PETIT HISTORIQUE

Depuis sa création en 1971, la CUAE lutte contre la précarité. En 2002, pour lutter contre le manque de logement pour les personnes en formation, elle occupe un hôtel aux Pâquis. En 2016, elle occupe le bureau du rectorat pour s'opposer au projet de mettre en place des frais d'inscription, et finit par faire plier les autorités universitaires.

En mai 2021, alors que le COVID ne cesse de toujours plus précariser les étudiant.e.x.s, la CUAE obtient la mise en place de repas à 3 CHF dans les cafétérias universitaires. Dès leur instauration, ces repas à bas prix ont littéralement changé la vie des étudiant.e.x.s, en témoignent les

files d'attentes démesurées devant les cafétérias à l'heure du repas de midi. En pleine crise sanitaire, en pleine période de révisions et d'examens, cette mesure représentait une avancée significative dans la lutte contre la précarité estudiantine, une réalité de plus en plus tangible. Pourtant, à peine deux mois plus tard, cette offre est retirée.

Mais deux mois, c'était suffisant pour qu'on mette le pied dans la porte: les repas à 3 CHF avaient prouvé leur indiscutable nécessité et il était hors de question de les laisser disparaître. Les promesses vides de la part du rectorat et du conseil d'état étant de plus en plus insatisfaisantes. Lors de la rentrée de septembre 2021 les repas à 3CHF représentaient pour nous une mesure nécessaire pour faire face à la précarité et garantir des conditions d'étude dignes.

Alors, que faire ? Recommencer à payer au moins 8.90.- pour un repas complet, ou se mobiliser pour lutter pour nos droits ? Accepter docilement l'absence de politiques sociales, ou s'organiser collectivement pour porter une série de revendications menant à l'amélioration de la condition étudiante ? Les repas à 3CHF on les a obtenus, on ne les lâche plus !

Mais la question était donc : comment faire pour les récupérer ? Dès la rentrée, on s'est penché.e.x.s sur cette question. Dès septembre, lors de réunions avec des membres du rectorat, nous avons tenté, en vain, de créer des propositions concrètes pour les repas à 3CHF. En octobre, le comité de la CUAE a recommencé à écrire, publier et distribuer régulièrement les nouveaux numéros des «3 CHF critiques», le petit journal éphémère des étudiant.e.x.s précaires. Le premier exemplaire, paru en mai, s'était intitulé «Eh mercé les caf'» et proposait une analyse critique de la mise en place des repas à 3CHF dans les cafétérias universitaires.

Celui-ci a été distribué dès la mise en place des repas. Après une pause estivale, la rédaction s'est remise à la plume pour écrire les numéros suivants du journal, qui se sont enchaînés toutes les deux semaines.

En parallèle, deux motions en faveur du retour des repas à 3CHF ont été adoptées lors de l'assemblée générale et l'assemblée des délégué.e.x.s de la CUAE. Celles-ci se positionnaient en faveur du retour des repas à 3CHF et d'un modèle radicalement différent de la restauration universitaire, chargeant le comité de la CUAE de mettre en œuvre tous les moyens qu'il jugeait nécessaire pour y parvenir.

Le travail de politique universitaire ne se limite pas aux salles de cours ou de réunion. Bien au contraire ! La politique institutionnelle a de bien trop grandes lacunes pour qu'on la laisse prendre nos assiettes en main. Preuve des limites du parlementarisme : pendant l'été 2021, une motion proposée par le parti socialiste a été adoptée par le grand conseil genevois (et donc légitimée par l'organe législatif cantonal!). Celle-ci invitait le conseil d'état à financer les repas à 3 CHF pour l'année académique 21-22. Mais surprise ! Cela n'a servi à rien car le DIP, en la personne d'Anne Emery-Torracinta - pourtant socialiste - a refusé de mettre en place une aide «qui coûterait trop cher» et qui «arroserait tou[.te.x.]s les étudiant[.e.x.]s». Encore une fois, les partis bourgeois nous rappelaient qu'on ne pouvait pas compter sur eux. Le rectorat, c'est à peu près pareil. On a beau aller les voir et leur demander de mettre en place des solutions à des problèmes dont tout le monde reconnaît l'existence et l'importance, rien n'est mis en place pour lutter contre ces problèmes. Rien à faire, il fallait trouver autre chose pour qu'on soit considéré.e.x.

C'est ainsi que nous nous sommes mis.e.x.s

au boulot: les deux derniers mardis d'octobre, on a organisé des bouffes pop prix libre sur le parvis d'uni mail. Ces repas étaient un succès: beaucoup de monde est venu manger (nous estimons à 200 assiettes servies la première fois et plus de 300 la seconde), plusieurs discours ont été prononcés et la presse a commencé à s'intéresser à la thématique de la précarité alimentaire.

On nous reproche souvent de ne pas être suffisamment ouvert.e.x.s au dialogue avec «les autorités». Mais rappelons peut-être que lorsqu'on les invitait nominativement à nos bouffes pop' pour qu'on puisse leur poser nos questions, aussi bien les membres de l'équipe rectorale qu'Anne Emery-Torracinta n'ont pas daigné venir. Il leur était sûrement plus facile de brasser du vent dans des réponses écrites par mail qu'à l'oral face à nous ! La question des repas à prix abordable n'était plus négociable. La problématique de la précarité étudiante devait impérativement être traitée. Les repas à 3CHF devaient revenir !



Ainsi, au cours des deux semaines, de plus en plus de personnes ont commencé à s'impliquer dans l'organisation du mouvement: nous étions plus nombreux.se.s à cuisiner, à déplacer les canaps, à servir les repas, à faire la vaisselle... Et c'est grâce aux étudiant.e.x.s et bien d'autres qui ont décidé de s'impliquer et de faire face de manière collective à la précarité que les mobilisations ont pu être menées.

ÇA S'ACCÉLÈRE

Ainsi, nous arrivons au 2 novembre. Au moment où on est rentré.e.x dans la caf avec la ferme ambition d'y rester, on avait plusieurs revendications:

- le retour des repas à 3 CHF tout de suite, pour tout le monde et pour toujours
- un modèle de cafétérias radicalement différent : des repas à prix libre, une réelle implication de la communauté étudiante dans la gestion des cafs et tout ça en garantissant les conditions d'emploi du personnel y travaillant alors
- un soutien financier de la part de l'UNIGE à La Farce, une épicerie étudiante gratuite
- une semaine de révision au semestre de printemps dans toutes les facultés.

Le plan était donc d'élire domicile à la cafétéria le temps qu'il fallait pour que nos exigences soient entendues. Au cours de cette période, nous voulions faire régner un modèle de restauration alternatif qui soit inclusif et convivial. Nous voulions faire vivre, bien au-delà des heures de repas, un lieu qu'on a toujours connu froid et austère. En réalité, cette expérience était inédite pour la plupart d'entre nous et l'apprentissage collectif a pris la forme d'une improvisation plus ou moins de A à Z.

Pendant deux semaines, entre le 2 et le 16 novembre, on a été au four et au moulin pour assurer le bon déroulement de cette occup. Il y avait de multiples réalités à prendre en compte : entre 600 et 800 repas de midi à préparer quotidiennement, des négociations à mener, une accessibilité de la lutte à toutes les heures à assurer, un lieu à maintenir propre et accueillant, des conflits internes à gérer, une visibilité médiatique à entretenir, etc. Et tout ça a dû se mettre en place assez rapidement sous réserve de nuire à la mobilisation et aux résultats qu'on visait.



Peut-être qu'on peut commencer par raconter la prise des lieux pour bien poser le décor. On avait annoncé la fameuse «grosse surprise» qui allait avoir lieu le 2 novembre dès 10h30, juste avant une troisième bouffe pop'. Malgré les efforts de mobilisation des semaines précédentes, nous étions moins que prévu et l'option de juste faire marche arrière et de ne même pas tenter de rentrer trottait dans la tête de certain.e.x.s d'entre nous. Mais finalement, on a décidé de foncer et bien nous en a pris !

Alors que l'une de nous haranguait les étudiant.e.x.s au milieu d'un mail avec un discours, d'autres prenaient des grilles d'exposition de l'université. Quelle ne fut pas la stupeur des employé.e.x.s de la cafétéria quand ils virent que les entrées et sorties du Marx café étaient soudain grillagées ou obstruées par des tables maintenues à l'aide de cordes et de gaffer. En même temps, le repas amoureuxment préparé toute la journée de la veille (on avait même passé notre comité hebdomadaire à éplucher des patates douces) et cuit pendant toute la matinée était amené sur les lieux et posé sur des tables mises à l'arrache devant le comptoir. D'ailleurs, une table était largement branlante et ne tarda pas à céder sous le poids d'une de nos grosses marmites de ratatouille. Le nettoyage a été assez efficace et n'a pas entravé le service des premières assiettes qui commençait alors même que l'agitation provoquée par notre entreprise était à son apogée. Les premier.e.x.s étudiant.e.x.s venu.e.x.s prendre leurs repas sont entré.e.x.s vers 11h30. La réaction des employé.e.x.s n'était pas unanime: certain.e.x.s avaient

l'air plutôt de notre côté, d'autres nous injuriaient et menaçaient de «porter plainte» contre nous - ce qui n'a finalement pas été fait - et la plupart avaient surtout l'air de s'inquiéter de ce qu'il se passait. C'était quelque chose de difficile à gérer, et on aurait bien voulu que le contact se passe mieux avec elleux.

Il y avait également le patron des cafés d'uni mail, avec qui les relations sont restées tendues tout au long de l'occup, et les protectas qui étaient déboussolés par ce qu'ils voyaient. Ils ont tenté de nous convaincre de sortir tandis que certain.e.x.s d'entre nous menaient la négociation avec calme et fermeté. Mais tout ça ne changera rien au fait que la caf était à nous et qu'elle le resterait pendant plus de deux semaines !

Depuis, on appelle ce moment la «prise de la Bastille». L'entrée dans la caf restera un moment fort, entre autres parce qu'on plongeait dans l'inconnu total et que tout allait tellement vite. Une fois que la bouffe pop à l'intérieur a été terminée et que l'adrénaline retombait un peu, on a pu se rendre compte que le lieu était immense et qu'on pouvait y faire des choses très diversifiées, qu'il fallait simplement définir collectivement.

LA ROUTINE

Une routine s'est très vite installée dans la caf'. Dès le premier jour en fait. Souvent, les dernier.e.x.s à se coucher étaient également les premier.e.x.s à se réveiller. En effet, ceux qui finissaient la soirée tard s'endormaient souvent dans la «partie comptoir». Mais c'est aussi cette partie qu'on ouvrait le matin pour servir le petit-déjeuner et accueillir les personnes dès qu'uni mail ouvrait ses portes. A ce moment-là, on installait les tables avec le petit-déjeuner (pain, confitures et cie) et on passait un petit coup de ménage. Au fur et à mesure

que les personnes se levaient, on pouvait commencer à couper les légumes pour préparer le repas de midi. A chaque fois, les repas qu'on préparait étaient végétariens et il y avait au moins une option végane et une option sans gluten pour ceux qui le désiraient. En plus de cela, au cours des deux semaines d'occupation, on a fait preuve de suffisamment d'inventivité et d'originalité pour qu'il n'y ait pas deux plats identiques. Généralement, on commençait la préparation vers 8h. On coupait les légumes et les fruits dans la caf ou dans le hall d'uni mail, assez visible pour que tout le monde puisse nous rejoindre. Puisqu'on avait pas la possibilité d'utiliser le matos de la cuisine professionnelle de la caf, on avait pas assez de plaques pour faire 600-800 repas et on faisait mijoter les plats dans pléthore de casseroles réparties dans les cuisines des membres de la CUAE qui étaient à proximité d'uni mail.



Ainsi, l'acheminement des repas était également quelque chose auquel il fallait veiller et il n'était pas rare de voir des caddies remplis de casseroles arriver en trombe dans la caf. D'habitude, on commençait le service vers 11h30 et celui-ci s'étendait jusqu'à 14h-14h30.

En plus des repas qu'on servait, il y avait en permanence une machine à café mise à disposition de tou.te.x.s à prix libre. Ainsi que, la plupart du temps, un grand stock de smoothies récupérés. Le moins qu'on puisse dire c'est qu'aussi bien les cafés que les smoothies ont eu un franc succès.

Un enjeu auquel on ne pense pas forcément directement avec toutes ces bouffes pop, c'est la vaisselle. Au début, tout le monde laissait sa vaisselle sale dans un caddie et on lavait tout nous-mêmes à la main, parce que les lave-vaisselles de la caf' avaient été débranchés pour qu'on ne puisse pas les utiliser. C'était beaucoup de travail (vous avez déjà essayé de laver 800 assiettes?) et ça instaurait une dynamique où les personnes qui venaient manger étaient «servies», alors qu'on voulait justement instaurer une participation étudiante plus générale pour dépasser les rapports marchands auxquels on est habitué.e.x.s. Du coup, on a tenté de mettre en place une vaisselle auto-gérée dans l'espace central de la salle du fond de la caf'.

Ça a pris du temps: au début, on avait quelques bacs qui faisaient office de stations de lavage, rinçage et séchage. Il fallait expliquer à chaque personne qui venait qu'on l'encourageait à faire sa propre vaisselle si elle en avait le temps. Mais au fil des jours, ça commençait à rouler plus fluidement, preuve que l'autogestion peut marcher. Les gens étaient plus impliqué.e.x.s et prenaient l'habitude de laver leur assiette et même celle des autres ; bientôt, on avait 5 stations de vaisselle en même temps et parfois, on avait juste besoin de jeter un œil de temps en temps à ce qui se passait. Ça prouve encore une fois qu'un système de restauration émancipé de la dichotomie client.e.x-serveur.euse.x est loin d'être utopique.

Il y avait aussi très régulièrement d'autres sollicitations auxquelles on devait répondre, comme des médias qui débarquaient, des personnes qui venaient nous poser des questions ou juste nous engueuler parce que ce qu'on faisait ne leur plaisait pas. Tout ça pour dire que les matinées et les débuts d'après-midi étaient chargés. Mais souvent les fins d'après-midi et les soirées l'étaient

tout autant. Quand on arrivait gentiment à la fin du service, on se laissait un moment pour manger et souffler un peu. Mais pas trop longtemps.

Après la fin du service de midi, on enchaînait avec les plénières qui avaient lieu chaque jour. L'heure à laquelle la prochaine aurait lieu était indiquée sur un tableau blanc à l'entrée de la cafétéria (même si ça arrivait régulièrement qu'on ait du retard – beaucoup parfois). Tout le monde y était le.a bienvenu.e.x. Souvent on se posait dans les canapés qu'on avait ramenés dès le premier jour. Ils étaient disposés en cercle autour du tableau blanc que nous utilisions pour marquer toutes les informations nécessaires (ordre du jour, répartitions des tâches, listes de courses, ...). Tout au long de l'occup, nous avons pris les décisions par consensus.

Les plénières, bien que très riches et indéniablement nécessaires, pouvaient aussi être longues et désorganisées.

Les points à l'ordre du jour étaient très diversifiés. Ça allait du menu prévu pour le lendemain aux dernières informations qu'on avait de la part du rectorat et quelle devait être notre réponse en passant par des débats plus profonds sur le rôle du syndicalisme classique (qui, nous le rappelons, est mou et collabo) dans les luttes étudiantes. Mais aussi de la gestion de conflits très concrets qu'on observait dans la cafétéria ou de savoir si on allait occuper la deuxième cafétéria d'uni mail ou pas et, le cas échéant, comment on s'y prenait. Finalement, on a décidé de ne pas le faire. Bref, quand c'était possible, les décisions importantes, qu'elles soient stratégiques ou organisationnelles, passaient par les plénières. Mais d'autres fois, la situation ne permettait pas de passer par les plénières pour prendre certaines décisions. Notamment quand un problème se posait et qu'une solution devait être trouvée dans l'urgence. Ou alors quand elle impliquait des informations véritablement sensibles. Dans ce cas, on se réunissait

moins formellement entre les personnes qui étaient quotidiennement impliqués.e.x.s dans l'occup'.

Il nous arrivait souvent de finir les plénières assez tard. Ainsi, souvent, les personnes qui allaient faire les courses devaient partir avant la fin. Et quand on finissait pas aussi tard, elles devaient partir dès que la réunion était finie pour avoir le temps de faire les courses avant que les magasins ferment. Au tout début on faisait les courses avec l'argent de la CUAE. Mais assez vite, les courses ont été amorties par le prix libre et, dès le troisième jour, nous faisons les courses avec le prix libre de la veille. En fait c'était presque un modèle d'affaire compétitif ;)

Ces courses constituaient la base de ce qu'on servait pour les repas mais on fonctionnait aussi pas mal en faisant des récup. Il n'était pas rare que des personnes prêtent la voiture de leurs parents pour faire le tour des bons plans récup de Genève. On a aussi profité d'être à deux pas du marché de Plainpalais pour demander les invendus aux maréchères.e.x.s. Certaines fois, on revenait quasiment les mains vides alors que d'autres fois, on pouvait remplir plusieurs caddies entiers.

Avec tout ça, on oubliait presque de se nourrir le soir. Mais il y avait tout le temps quelqu'un.e.x pour nous le rappeler. Quand il en restait, on mangeait les restes du repas de midi. Sinon, on faisait des plats qui ne demandaient pas trop de mains et d'efforts. Les repas du soir étaient des moments très conviviaux - parfois à beaucoup et parfois en (très) petit comité. Mais à chaque fois on installait une seule et longue table. C'étaient de super moments pour avoir des discussions plus informelles et pour échanger sur des sujets, qu'ils soient politiques ou non. Mais les soirées n'étaient pas tout le temps un moment de détente parce qu'il restait toujours quelque chose à faire et il n'était pas rare qu'on

reste debout jusqu'à très tard pour finir d'écrire un texte à publier sur nos réseaux ou sur reverse.co.



La réappropriation des lieux occupait elle aussi une partie du temps qu'il nous restait. Un groupe de travail a même été créé dans ce but. Des plantes ont été amenés, des tableaux recouverts de couleurs, des canapés disposés de manière accueillante et confortable. L'extérieur n'a pas été en reste non plus! Nous avons tout.e.x.s pu constater l'apparition d'une «terrace» dans le hall d'uni-mail où il était possible de manger. Bref, nous voulions nous éloigner de ces lieux aseptisés qu'on nous a toujours proposé jusqu'alors pour enfin en avoir un qui nous ressemble. Un bel endroit où chacun.e.x pourrait apporter sa touche personnelle.

UNE PLANTE AUX NOMBREUSES RACINES

Cette occupation a aussi beaucoup fait parler d'elle à Genève et dans ses environs. On a reçu un grand nombre de retours positifs et il y a également beaucoup de personnes et de collectifs qui sont venus sur place pour nous rendre de grands services.

Ainsi, assez vite, certaines tâches étaient prises en charge par des personnes externes à la CUAE, ce qui nous déchargeait vraiment beaucoup. Les services qu'on nous a rendus étaient de plus ou moins grande ampleur mais ils ont tous été appréciés à leur juste valeur.

C'était la cantine du Silure qui venait faire à manger un midi. C'était le collectif Frites qui s'installait à l'entrée d'uni mail pour faire des frites. C'était le Nadir qui s'arrêtait totalement de fonctionner pour venir en aide à l'occup' et qui nous prêta tout son mobilier et ses forces. C'était la Julienne qui faisait des repas avec sa cuisine transportable. C'était Se-mance de pays qui nous donnait des courges fraîchement récoltées. C'était le restaurant «Le portugais» qui nous filait ses casseroles. C'était le réseau d'appartements de Plainpalais qui nous ouvrait ses portes pour y faire à manger. C'était des cuisiniers qui venaient nous expliquer comment utiliser les différents accessoires des cuisines professionnelles. C'était Momo qui cuisinait des repas marocains en totale indépendance pour plusieurs centaines de personnes. Et c'était aussi bien d'autres choses. Vous l'avez compris, cette mobilisation a été possible grâce à une constellation de services rendus par un grand nombre de personnes. Mais la caf occupée a aussi pu être un lieu de rencontre et où des activités chouettes pouvaient se dérouler. Le Silure a eu l'occasion d'y animer son infokiosque. Plusieurs séances de peinture de banderoles ont pu s'y tenir.

La cafétéria était vaste et certaines parties étaient tout à fait propices à des réunions ou des activités de groupe. Par exemple, les cafés solidaires (des associations étudiantes qui échangent avec des personnes réfugiées, tous les mercredis matins) y ont trouvé un cadre idéal. Le GT genre de la CUAE a aussi eu l'occasion d'y tenir une réunion. Et bien évidemment, le comité hebdomadaire de la CUAE a eu lieu au fond de la caf, la veille du jour où on a tout nettoyé et quitté les lieux.

NÉGOCIATIONS AVEC LE RECTORAT: UNE BRÈVE CHRONOLOGIE

L'occupation de la caf', même si elle a pris beaucoup

d'ampleur et a donné lieu à beaucoup de choses imprévues, était à la base un moyen de pression pour forcer le rectorat à nous donner ce qu'on revendiquait. Si on a décidé d'occuper, c'est parce que les négociations avec les autorités universitaires ne menaient nulle part. Le plan initial était de faire pression sur le rectorat en empêchant le prestataire privé, Novae, de tourner. Le rectorat devait à son tour entrer en discussion sérieuse avec ses partenaires (que ce soit le conseil d'état ou des entreprises/fondations privées) afin que celles-ci débloquent des fonds pour lutter contre la précarité alimentaire. Ça a plutôt marché, dans le sens qu'au moins, d'un coup, on nous écoutait. Le rectorat a essayé de la jouer ami-ami avec nous, il nous a bien fait comprendre qu'il était déçu qu'on brise le rapport de confiance qui nous liait à lui et nous a menacé.e.x.s à demi-mot, mais au moins, le dialogue pouvait être constructif parce qu'on avait réussi à imposer un petit rapport de force. Dès le premier jour - presque dès la première heure - il est venu nous voir pour discuter. La situation était assez comique: deux d'entre nous négociaient tant bien que mal avec la délégation rectorale tandis que le reste d'entre nous n'entendait rien et les entouraient passivement en portant une banderole. Pour ceux-là, il était difficile de ne pas rigoler devant le ridicule des petits chefs de l'uni. En plus, on voyait qu'au même moment, à côté de nous, tout le monde s'agitait pour s'assurer du bon déroulement du service. Un point positif tout de même à cette première entrevue : il était désormais clair que la police n'interviendrait pas pour nous virer. On s'en doutait pas mal mais la confirmation nous a rassuré.e.x.s et on a pu sérieusement se projeter dans une lutte qui était là pour durer, au moins un petit peu. Le rectorat avait compris qu'on allait pas bouger. Leur stratégie a alors été d'insister sur la sécurité: c'est dangereux de rester dans l'uni la nuit, il faut tout encadrer pour s'assurer qu'on ne se blesse pas, d'ailleurs ils ne tolèrent pas la violence et il y a eu

une blessée durant la prise de la caf' (une employée nous a balancé une table dessus qui a rebondi et l'a légèrement blessée), attention, il pourrait y avoir des suites pénales - leur paternalisme et leur fausse inquiétude se mêlaient assez souvent à des menaces. On a rapidement reçu une liste de conditions à respecter à tout prix si on voulait que notre occupation nocturne soit «tolérée»: limitation du nombre de personnes (30 personnes max), interdiction des allers-venues entre la caf' et le reste du bâtiment pendant la nuit, non-consommation d'alcool et de drogues, absence de dispositifs sonores, interdiction d'aller dans les cuisines et derrière le comptoir, interdiction de dégrader le matériel. Au début, on était pas hyper au clair quant à ce qu'on devait faire ou pas: leurs exigences nous soulaient et on avait pas envie de les laisser encadrer notre action pour la rendre la moins dérangeante possible. En même temps, on ne se rendait pas compte si on pouvait réellement désobéir sans conséquences. Finalement, on a tâté le terrain et tout s'est fait petit à petit.

Après ces premières discussions sur les modalités de l'occupation, ça a longtemps été le silence radio de la part du rectorat. Dès le lendemain, on est allé.e.x.s toquer pour avoir des nouvelles mais il y avait personne. Après deux jours, on a perdu patience et un petit groupe est de nouveau allé directement toquer à la porte de Flücki (et est entré sans même attendre sa réponse;)). Il y avait également Raboud et, pris au dépourvu, ils ont mis un petit moment avant de comprendre de quoi il s'agissait. Au début, ils avaient presque pas l'air de savoir qu'il y avait une occupation en cours. Mais après quelques minutes, ils ont mis le moulin à bla-bla en marche. Ils n'avaient simplement rien d'important à nous dire, mais ils ont quand même tenu à nous gratifier de leur définition de la démocratie et de comment notre action était fondamentalement anti-démocratique. On les a écoutés pendant près

d'une heure (qu'est-ce que c'était long) et on était pas plus avancé.e.x.s. On savait seulement qu'ils allaient voir Torracinta le lundi d'après (5 jours plus tard). On était prévenu.e.x.s : ils jouaient la montre.

Pendant ce temps, l'occupation s'installait. De plus en plus de collectifs, internes ou externes à l'uni, soutenaient publiquement l'occupation (les revendications ET l'action) et il devenait de plus en plus dur pour le rectorat et le conseil d'état de simplement ignorer ce qu'on exigeait.

Après leur réunion avec Torracinta, ils sont venus nous voir pour faire un retour. Ils lui avaient fait trois propositions : des repas à 5 chf pour toute.x.s les étudiant.e.x.s (de l'UNIGE et des HES-SO); des repas à 3 chf ciblés pour les étudiant.e.x.s exonéré.e.x.s des taxes universitaires; des repas à 3chf ciblés pour les étudiant.e.x.s qui bénéficient d'aides financières. Une de ces trois propositions pourrait être mise en place jusqu'à la fin de l'année académique puisque dès le mois d'août 2022 des repas à 5chf allaient de toute manière être fournis par le nouveau prestataire de la cafétéria. Le conseil d'état se réunissait mercredi 10 novembre et devait discuter de ces trois propositions. Le rectorat nous a également dit qu'il pourrait trouver des fonds ailleurs pour compléter les budgets débloqués par l'état.

On sentait de plus en plus le décalage entre la temporalité de notre lutte et la temporalité des négociations de parlementaires. On commençait donc à envisager d'autres options. L'une d'elle était d'augmenter la pression d'un cran en allant occuper le rectorat. C'est lorsqu'on discutait de cette option à la plénière du mercredi que le rectorat a débarqué pour nous annoncer à demi-mot que le conseil d'état allait mettre en place des repas à 5 chf, tout en nous mettant en garde qu'il ne fallait pas trop lébruir au risque de mettre en péril leur mise en place.

Parallèlement à ces sombres négociations, on a décidé d'utiliser l'assemblée de l'université (AU), la vitrine démocratique de l'uni pour parvenir à nos fins. Nos infiltré.e.x.s avaient songé à soumettre au vote une motion demandant la mise en place de repas à 3 chf, l'internalisation des cafétérias d'uni mail et un soutien financier à La Farce à l'AU ce jour-là. Mais on n'était pas dans les délais. On s'est finalement retourné.e.x.s vers l'AU plus tard.

L'idée de ne pas faire trop trainer l'occupation et de choisir stratégiquement le moment où on quittait le lieu a été l'objet de longues discussions. Finalement, on a décidé de quitter la cafétéria au début de la semaine du 15 novembre. Dans cette optique, on a convoqué une réunion avec le rectorat le vendredi 12. L'idée de cette réunion était de voir où en étaient nos quatre revendications principales. On a obtenu des avancées et l'ouverture de chantiers. Mais toutes nos revendications n'ont pas été acceptées. Pour ce qui est du financement de La Farce, le rectorat nous a certifié qu'il aiderait l'épicerie mais qu'il voulait en parler directement avec leur comité. Des repas à 5 chf devaient être mis en place dès le 6 décembre, il ne restait plus que les modalités de financement qui restaient à définir. Le rectorat a également accepté de mettre en place deux groupes de travail : l'un sur l'accessibilité des espaces des cafétérias et l'usage que les étudiant.e.x.s pourraient en faire, l'autre sur la question de l'internalisation des services de restauration universitaire.

TOUTES LES BONNES CHOSES ONT UNE FIN

On a donc passé un dernier week-end dans la caf. Celui-ci s'est conclu par une grande tablée fondue qui a réuni bon nombre de personnes qui avaient passé du temps dans la caf occupée. La soirée a ensuite virée sur une session jam.



Lundi était le dernier jour où on a servi de la nourriture à midi. Il nous tenait à coeur de marquer le coup. Ainsi, on a organisé une conférence de presse et on a prononcé un discours pour expliquer où les choses en étaient et pourquoi on quittait le lieu. On a également installé toutes les tables dans le hall d'uni mail. L'objectif était d'offrir un repas dans un cadre différent que les autres fois, plus convivial. Cela nous a également permis de commencer à bien nettoyer l'intérieur de la cafétéria. En effet, on a encore récuré le lieu jusqu'au lendemain midi. Lundi soir était véritablement la dernière soirée qu'on a passée dans la caf et on l'a passée occupé.e.x.s par notre comité. Finalement, on est définitivement parti.e.x.s le mardi aux alentours de midi, après un état des lieux.

On n'était plus dans la cafétéria mais ce n'est pas pour autant que le travail s'arrêtait. Dès le soir-même, certaines associations remettaient en question notre mode d'action et notre représentativité de la population étudiante ; s'en suivit une remise en cause de notre position dans la vie associative universitaire. Les retours positifs restant toutefois majoritaires. Il y avait ce même jour, les premières réunions avec des associations qui étaient en faveur de notre occupation et qui envisageaient de s'en inspirer. Et puis, l'occupation avait permis l'ouverture de chantiers qu'il fallait à présent prendre en main, sans quoi tous les **bienfaits**

de l'occupation du marx café pourraient retomber.

Depuis la sortie de la cafétéria, le travail qu'on fait est beaucoup moins glamour. C'est beaucoup de réunions, souvent longues et pénibles. C'est essayer de convaincre. C'est trouver des soutiens là où on peut. C'est être soumis.e.x.s à des temporalités qu'on ne maîtrise pas. C'est aussi du travail de parlementariste.

Par exemple, on a rédigé une motion soutenant l'internalisation avant de préparer le terrain et de la soumettre au vote à l'AU. Celle-ci a été largement approuvée avec 17 oui pour 8 non et 9 abstentions.

ET AUJOURD'HUI, ON EN EST OÙ ?

Depuis le 6 décembre, les étudiant.e.x.s de l'uni, de l'IHEID et des HES-SO bénéficient de repas à 5 CHF dans les cafs universitaires. Ces repas ont un grand succès auprès des étudiant.e.x.s. Les deux GT qui ont été créés pour parler de la gestion des cafs - l'un à court terme, l'autre pour réfléchir au modèle des cafétérias à moyen-long terme - sont actifs. C'est pas pour autant qu'ils sont efficaces. Ils se renvoient constamment la balle et s'attardent sur des points de moindre importance au détriment de points cruciaux. Ils remettent en cause des choix déjà actés, ce qui nous empêche de véritablement avancer de réunion en réunion. La CUAE est toujours bien active dans ces GT et met tout en œuvre pour qu'ils ne restent pas de simples commissions bureaucratiques.

Bien que la vice-rectrice se soit engagée à soutenir financièrement La Farce à la mi-novembre, le soutien se fait toujours douloureusement attendre. On se demande même si le rectorat n'est pas en train de changer de plan. C'est évidemment un dossier qu'on va suivre de très près

au cours des prochaines semaines. Une chose est sûre : on va pas lâcher le rectorat là-dessus.

BILAN

Cette courte période de deux semaines a été très intense et a beaucoup enrichi la CUAE. De toute évidence, elle a nourri beaucoup de discussions et de réflexions au cours des deux semaines d'occupation. Il y avait énormément de choses auxquelles on n'avait pas pensé au moment d'entrer dans la cafétéria. En témoigne la façon avec laquelle nos revendications et notre discours ont évolué concernant les conditions de travail du personnel des cafétérias ou l'importance qu'a pris la thématique de l'internalisation au cours de l'action.



Cette action est indéniablement une étape marquante du passage à la CUAE pour chacun.e.x d'entre nous. Cependant, on en garde pas tous.e.x.s des souvenirs semblables et on y associe des significations différentes. Au sein du comité, quand on creuse un petit peu, on se rend compte qu'on n'est pas d'accord sur pas mal de points qui concernent cette occupation et sa portée.

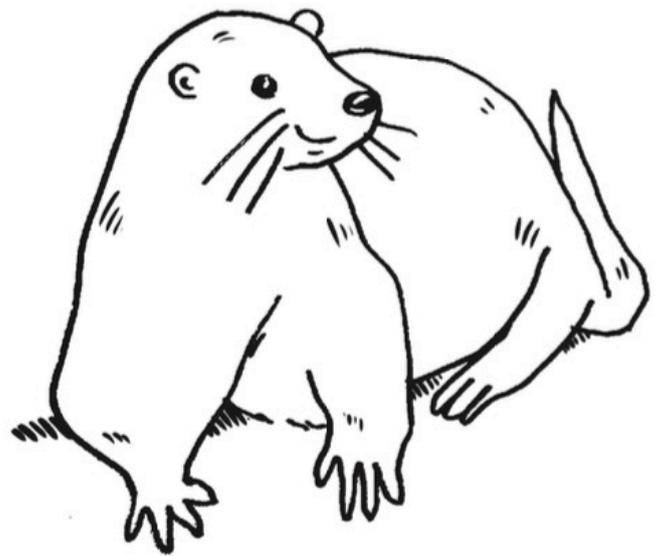
Évidemment, il est difficile d'avoir un regard réellement objectif sur une lutte qui est aussi récente mais surtout sur une action dans laquelle on s'est très intensément impliqué.e.x. Ainsi, quand on pense à l'occup de la caf on doit forcément composer avec une forme d'idéalisation et une attache émotionnelle forte.

La question autour de laquelle se sont cristallisées beaucoup de discussions depuis le 16 novembre est celle de savoir si on considère l'occupation comme une victoire ou non. C'est une question toute bête en apparence mais dans laquelle s'entremêlent beaucoup de réflexions sur le sens de nos luttes et leur efficacité.

Par exemple, on parle souvent d'organisation collective. Pour certain.e.x.s d'entre nous, l'occupation de la caf était une occasion privilégiée pour expérimenter de nouvelles formes d'organisation collective. Laisser la possibilité à de nouvelles personnes d'intégrer pleinement l'occupation et sa gestion stratégique et politique devenait un des objectifs de cette mobilisation. Alors que d'autres considèrent que l'occupation était un moment de forte charge de travail (souvent fait dans l'urgence) et que l'environnement n'était pas propice pour fournir un effort supplémentaire (dont l'importance n'est en aucun cas relativisée) afin de rendre nos luttes accessibles.

De manière plus abstraite, ces discussions nous poussent à réfléchir aux rapports entre les moyens et les buts de nos luttes. Les moyens et les buts sont-ils indissociables, se complètent-ils mutuellement ? Les moyens (par exemple l'organisation collective) sont-ils une fin en soi ? Ou alors sont-ils uniquement et simplement au service des fins ? Les moyens sont-ils compris dans les fins ? A la CUAE, le débat reste ouvert!

Si ces discussions sur la portée et le sens de l'occup sont très enrichissantes, elles sont également là pour nous rappeler que la CUAE n'est pas une organisation idéologiquement homogène. C'est sans doute une de ses faiblesses mais c'est également une de ses grandes forces.



LA MIXITÉ CHOISIE COMME OUTIL DE LUTTE

La CUAE, en plus d'être un syndicat étudiant anticapitaliste, est un collectif antisexiste. Un outil parmi d'autres employé par le féminisme que nous défendons est celui de la mixité choisie sans mecs cis.

Mais en fait, **c'est quoi la mixité choisie** ? Nous vivons de facto dans un monde pourri par des rapports de dominations qui s'immiscent dans tous les recoins de nos vies jusqu'à devenir invisibles tant ils sont communs, ancrés en nous tou.te.x.s, qu'on soit dominé.e.x.s ou dominants. La mixité choisie est employée lors d'événements spécifiques, **circoscrits dans le temps et l'espace (au contraire des dominations systémiques)**, pour permettre à des personnes appartenant à des groupes sociaux discriminés de se réunir entre elles. Cela leur offre un espace loin du regard, de la présence, du contrôle, du mansplain etc. du groupe social dominant. C'est un outil d'empouvoirement qui permet de se libérer ponctuellement des oppressions quotidiennes et de prendre de la force au sein d'un espace (plus) safe pour pouvoir mieux affronter le monde mixte.

On ne vous apprendra rien, les hommes cis-gendre constituent un groupe social dominant. Toutes les personnes ayant une identité de genre différente subissent donc des oppressions quotidiennes. La mixité choisie sans mecs cis cherche à créer un espace où ces dernières peuvent se réunir entre elles.

Cela ne créera-t-il pas de nouveaux rapports de dominations ? Bien sûr que non, puisque la domination est fondée sur l'exclusion des dominé.e.x.s. Or, c'est tout le contraire de la mixité choisie sans mecs cis qui est pensée pour inclure des personnes qui ne le sont pas habituellement, en créant un es-

pace qui est pensé pour qu'ils s'y sentent à l'aise. Par exemple, des personnes qui ont subi des agressions peuvent y partager leurs expériences sans craindre les remises en question de ce qu'ils ont vécu.

La mixité choisie est un outil qui fait écho à une conception de l'émancipation par le bas, qui est nécessaire à toutes les luttes et mouvements sociaux. Selon cette vision, la lutte contre les dominations doit pouvoir se faire prioritairement par les dominé.e.x.s elleux-mêmes, car ce sont elleux qui connaissent le mieux les violences qu'ils subissent au quotidien. C'est par leur propre lutte que l'émancipation pourra s'inscrire dans le temps long, car ancrée dans leurs savoirs et leurs volontés.

Cependant, tous les rapports de domination ne s'évanouissent pas subitement lorsque des personnes se réunissent et s'organisent en mixité choisie. Dans le cas de la mixité choisie sans mecs cis, le racisme, le validisme, la transphobie et même le sexisme peuvent influencer les comportements et les rapports de pouvoir entre les personnes réunies. La mixité choisie n'est donc pas un outil parfait, mais reste un outil efficace pour tenter de se détacher au mieux d'un ou plusieurs rapports de domination.

Les syndiqué.e.x.s se sont de tout temps réuni.e.x.s sans leur patron et sa clique. En fait, les mouvements politiques, qu'ils soient de gauche, réactionnaires ou fascistes, se sont toujours organisés en mixité choisie, au moins dans un premier temps.

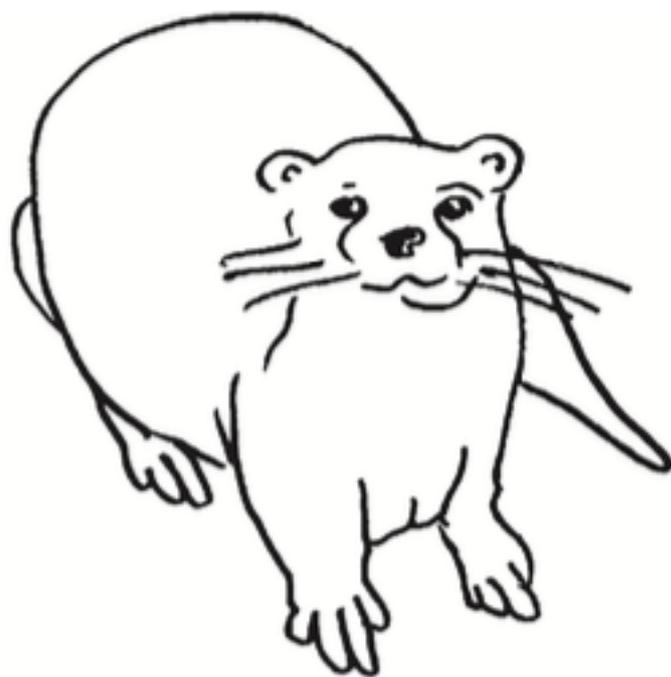
Les bourgeois sont aussi en mixité choisie sans personnes pauvres lorsqu'ils organisent des diners caritatifs dont les billets d'entrée coûtent des milliers de francs ou dans les conseils d'administration des grandes entreprises. Et les mecs cis se retrouvent et s'organisent souvent strictement entre eux dans des organes de décision importants ou dans les gouvernements. A l'université de Genève aussi la mixité choisie est fréquente, il y a par exemple la société ultra-conservatrice zofingue (réservée aux mecs cis) qui ne semble déranger quasiment personne. Alors pourquoi est-ce que la forme spécifique de mixité choisie sans mecs cis déclenche tant de passions là où une multitude de mixités choisies se développent dans une parfaite indifférence ?

Si la mixité choisie sans mecs cis fait aussi peur (c'est aussi le cas de la mixité choisie sans personnes blanches), c'est parce qu'elle est un véritable danger pour la position de domination de certaines personnes. Un féminisme radical, qui remet profondément en question les violences exercées par les hommes cis, utilise constamment la mixité choisie pour s'organiser. Sans cet outil, le combat serait beaucoup plus difficile à mener. En outre, les personnes qui craignent le plus la fin des dominations qu'elles exercent sont également celles qu'on entend le plus. En effet, ce sont ces personnes que le système (médiatique par exemple) met en avant et dont les idées, à force d'être constamment exposées, finissent par infuser dans la société entière. Penser un espace sans elles, c'est remettre en question directement et concrètement leur domination.

Mais si l'on se penche un petit peu sur ces idées anti-féministes, on se rend compte qu'elle ne sont que le socle d'une idéologie fasciste. Elles sont mêlées à des expressions comme "la crise de la masculinité" : mythe fantasmé par l'extrême droite

selon lequel les hommes (comprendre hommes cis-gendre) seraient les marionnettes des femmes, ce qui les arracherait à leur nature (virile, puissante, violente, tournée vers le monde extérieur, supérieure, etc.). Cette rhétorique cherche à nous faire croire qu'il n'existe qu'une seule masculinité et une nature masculine, figée et immuable. Dès lors, tout ce qui y dérogerait serait contre-nature ou inférieur. Fonder la politique sur des conceptions naturalisantes et biologiques des êtres humains, voilà le trait commun qui réunit tous les fascismes et plus généralement toutes les pensées de droite.

Contre des idées fascistes de la sorte, il n'y a pas de meilleure réponse qu'un **féminisme révolutionnaire** !!!



DES ENTREPRISES QUI VOUS VEULENT DU BIEN

Quand les entreprises privées financent des recherches universitaires, elles ne le font pas pour l'intérêt commun. Elles pensent avant tout en termes de profit, et souvent d'un profit à court terme caractérisé par une absence totale d'éthique et un mépris des vies et de la dignité humaines.

Un exemple local à la fois terrible et édifiant a illustré cet état de fait il y a un peu plus de 20 ans. Des militants antitabac ont fait la lumière sur le lien troublant qui existait entre Philip Morris International, la plus grosse multinationale du tabac au monde, et Ragnar Rylander, un professeur de ... médecine de l'université de Genève¹. Le professeur Rylander était payé mensuellement par l'industrie du tabac afin d'entretenir faussement la controverse sur la dangerosité de la fumée passive. Alors que, grâce à ses activités de recherche, il était lui-même parfaitement au courant des dangers de la fumée passive pour l'entourage des fumeurs, il n'a eu de cesse d'en minimiser et même d'en nier la réalité. Il a été jusqu'à organiser des symposiums sous le nom de l'Université de Genève qui ne rassemblaient que des scientifiques pro-industrie. Au cours de ces colloques, l'évidence scientifique de la dangerosité de la fumée passive était remise en question et on identifiait artificiellement d'autres causes aux cancers du poumon chez, par exemple, les enfants de fumeurs. Grâce à ces prises de paroles publiques et grasses rémunérées, l'industrie du tabac a gagné des années et des années sur l'introduction de mesures de santé publique de prévention.

Pour comprendre l'importance jouée par ce retard, il faut se replonger dans le contexte des années 80 et 90. La cigarette est alors omniprésente :

on fume dans les trains, dans les restaurants, dans les bureaux et à l'intérieur à proximité des enfants. Ceci alors même qu'une étude japonaise de 1981 prouve sans contestation possible la dangerosité de la fumée passive. Suite au consensus scientifique qui se dessine alors, les industriels vont dépenser des millions via des cabinets d'avocats, des agences de publicité et des scientifiques pour nier l'évidence. Comme ils l'avaient fait 30 ans plus tôt pour influencer l'opinion publique et nier la dangerosité de la cigarette pour les fumeurs.²

Les scientifiques sont un maillon essentiel d'une stratégie visant encore et toujours le même but : maximiser les profits. Quitte à manipuler l'opinion publique et quitte à, du même coup, entraîner la mort prématurée de millions de personnes. Ainsi, Ragnar Rylander, éminent professeur de médecine qui travaille sur les maladies respiratoires, est recruté comme consultant par Philip Morris en 1972. Si certains financements sont affichés publiquement par l'industrie, elle en fournit d'autres de manière beaucoup plus discrète car elle est consciente des risques pour son image et des conséquences juridiques si ces pots de vin viennent à être rendus publics. C'est le cas pour Ragnar Rylander, qui en plus de nombreuses recherches officiellement financées par Philip Morris, travaille dans un laboratoire secret à Cologne pour leur compte et va jusqu'à publier

1 Sophie MALKA et Marco GREGORI, *Infiltration. Une taupe à la solde de Philip Morris*, Georg, Genève, 2005.

2 Nadia COLLLOT, *Tabac. La conspiration*, France 2, 2006.

des conclusions préétablies par la multinationale.

Une fois l'affaire rendue publique -et une fois la traditionnelle présomption d'innocence rendue intenable par l'accumulation des preuves- d'innocence rendue intenable par l'accumulation des preuves- le professeur de médecine est déclaré indésirable dans les universités où il travaillait. Philip Morris le lâche également, ne lui trouvant plus d'utilité et allant jusqu'à faire mine de ne pas être liée à la manipulation de données. Ce cas n'est pourtant qu'un symptôme d'un système bien établi dans lequel les organes scientifiques de l'industrie du tabac dépensent des centaines de millions en études scientifiques favorables afin de redorer leur image et de continuer à vendre leurs produits.

Comprenant l'intérêt qu'elles pouvaient tirer de ces pratiques, d'autres industries ont emboîté le pas des multinationales du tabac. C'est le cas de l'industrie pétrochimique qui connaissait les enjeux de la crise climatique dès les années 1970s et qui a réagi en entretenant à coup de lobby et de millions une controverse artificielle sur le réchauffement climatique. C'est encore le cas pour la nocivité de l'amiante, les dangers des pesticides sur la biodiversité ou les risques environnementaux du bisphénol contenus dans le plastique¹. L'industrie qui produit toutes ces belles substances finance abondamment des recherches

favorables afin de retarder au maximum le jour où des régulations de leurs produits verront le jour.

Alors comment lutter contre ces lobbys néfastes ? L'université a répondu après l'affaire Rylander en renonçant aux financements de l'industrie du tabac et en créant Unitec², un service qui fait le lien avec l'industrie, qui centralise les financements privés et qui est compétent en cas de fraude. Mais au vu du site internet d'Unitec³ et surtout des collaborations étroites que l'Unige entretient avec Crédit Suisse⁴, Procter&Gamble ou UBS⁵, on peut se demander si notre institution a tiré toutes les leçons de l'épisode Rylander...

Mais il y a pire. Les lobbys économiques sont implantés encore bien plus profondément au niveau fédéral. Le Conseil National, parlement au rôle législatif, est gangrené par les conflits d'intérêts. Le documentaire RTS de 2018 *Attention ce parlement peut nuire à votre santé*⁶ montre comment les personnes en charge des politiques de prévention et de santé publique nationales siègent elles-mêmes dans les conseils d'administration de puissants lobbys comme l'*Union Suisse des Arts et métiers*, *Publicité Suisse* ou l'*Alliance des milieux économiques pour une politique de prévention modérée*.

1 Franck CUVEILLIER et Pascal VASSELIN, *La Fabrique de l'ignorance*, Arte, 2020. Et Naomi ORESKES, Erik M. CONWAY, *Les marchands de doute ou Comment une poignée de scientifiques ont masqué la vérité sur des enjeux de société tels que le tabagisme et le réchauffement climatique*, [2010] Le Pommier, Paris, 2019.

2 Michel Heiniger, *Les imposteurs de la science*, Temps présent, 2006.

3 <https://www.unige.ch/unitec/fr/presentation/a-propos/>, consulté le 31 janvier 2022.

4 Outre sa place d'honneur durant la semaine de l'entrepreneuriat, la banque multinationale finance le Crédit Suisse Award : <https://www.unige.ch/innovations-pedagogiques/prix>, consulté le 31 janvier 2022.

5 UBS est partenaire de l'Unige, finance des master et des MOOC en GSEM et propose des bourses aménagés pour les études de Droit. Dans une vidéo de présentation du MOOC en « Investment Management », la succession des plus hauts cadres de l'université et des cadres d'UBS fait froid dans le dos : <https://www.unige.ch/gsem/fr/programmes/moocs/mooc-specialization-investment-management/>, consulté le 31 janvier 2022.

6 Pietro Boschetti, Philippe Mach, *Attention, ce parlement peut nuire à votre santé*, Temps présent, 2018.

CUAE vs COVID

La pandémie due au SARS-CoV-2 (ci-après Covid-19) est un moment marquant dans nos vies. Tout a été chamboulé très rapidement : saturation des hôpitaux et soins intensifs, décès d'une (grande) partie de la population, mise en place des confinements et obligation de la mise en place du télétravail, réduction drastique du contact social, perte d'emploi pour une grande partie de la population, etc

Au-delà du drame humanitaire que suppose toujours une pandémie, celle-ci n'a fait qu'exacerber des tendances structurelles fortes déjà existantes, telles que les inégalités socio-économiques, la précarisation d'une grande majorité de la population, la soumission de la politique sanitaire aux impératifs économiques des élites ou une gouvernance autoritaire.

A l'université, comme dans tous les centres de formation, la pandémie a immédiatement eu des conséquences néfastes. Du jour au lendemain nous avons dû nous adapter aux enseignements en ligne, suivis des examens à distance, transformer nos espaces privés en endroits de formation, gérer émotionnellement une situation sanitaire qui a impacté tout le monde (notamment la population à risque), faire face à un stress financier constant, gérer les conséquences psychologiques de ces changements drastiques, (etc) alors qu'en même temps nous étions censé.e.x.s continuer nos études comme d'habitude.

Et même si à l'heure actuelle il semblerait qu'on puisse voir la lumière au bout du tunnel cela fait depuis mars 2020 que nous vivons les conséquences de cette situation. Trois semestres universitaires se sont presque intégralement déroulés à distance, depuis la première vague (printemps 2020) jusqu'à l'introduction du certificat Covid (automne 2021), présentée comme la condition à un retour en présentiel. Pendant tout ce temps la situation socio-économique n'a cessé de se dégrader et les conditions d'études aussi.

s'est toujours mobilisée pour défendre l'intérêt des étudiant.e.x.s précaires, qui sont les plus affecté.e.x.s par la crise, et pour leur garantir les meilleures conditions d'études. D'autant plus si on se rend compte à quel point la pandémie a exacerbé les inégalités socio-économiques déjà présentes.

18 communications publiques exclusivement autour de la pandémie (prises de position, communiqués de presse, retours d'actions, FAQ, etc) ont été faites. Pendant ces deux dernières années, un nombre incommensurable et non quantifiable d'heures de travail syndical fourni, de négociations auprès des instances universitaires et facultaires pour faire valoir nos droits étudiants, de défense des cas particuliers dans le cadre de nos permanences, des heures et des heures d'écriture et de réflexion, etc. En quelque sorte le Covid-19 a été un des dossiers centraux de la CUAE ces dernières années.

Prétendre à une exhaustivité quant à tout ce qui a été fait n'est guère possible dans le cadre du Regard Critique. Mais si nous publions aujourd'hui ce texte c'est dans le but de vous proposer ici un bref aperçu général de ce que la CUAE a fait pendant tout ce temps de crise, et de revenir sur des moments que nous avons trouvé importants de (re)citer. De cette façon nous espérons pouvoir faire un point à prétendument récapitulatif de tout le travail qui a été mené pendant ce temps. Tout d'abord voici un aperçu chronologique de l'activité de la CUAE par rapport au Covid-19, d'après l'ensemble des communications et publications officielles.¹

Face à ces changements constants, la CUAE

1 disponibles sur notre site www.cuae.ch

1ère vague covid : semestre printemps 2020	<p>13 mars 2020 – Communiqué de presse Covid-19</p> <p>22 mars 2020 – Prise de position de la CUAE sur les examens</p> <p>26 mars 2020- Coup de gueule par rapport aux examens</p> <p>1er avril 2020 – EXAMENS : SIGNEZ LA PÉTITION POUR UNE VÉRITABLE SOLUTION</p> <p>8 avril 2020 – Quelques questions au rectorat concernant les examens</p> <p>22 avril 2020 – Le rectorat a répondu à nos questions et on en est pas plus avancée.e.x.s</p> <p>24 avril 2020 – Un appel national pour des garanties sur nos formations (ACTIONEDUCATION)</p> <p>1er mai – ACTION ET VIDEO</p>
Automne 2020: rentrée et 2ème vague	27 octobre 2020 – Prise de position concernant les nouvelles mesures sanitaires à l’université
Examens automne 2020 (session janvier/février 2021)	10 décembre 2020 – Refus de la surveillance numérique : Unige is watching you - examen du rectorat
Fin d’année 2020	18 décembre 2020 – Contre le virus du capital
Printemps 2021 : Toujours à distance	<p>24 février 2021 – Jusqu’à quand ? – Bilan intermédiaire et critique de la gestion de la crise par l’Université</p> <p>22 avril 2021 – Vers le déplacement du débat distanciel/présentiel</p>
Fin avril/début mai 2021 : Création du GT détresse étudiante	<p>3 mai 2021 – Prise de position concernant la situation psychologique et matérielle des étudiant.e.x. de l’Université</p> <p>5 mai 2021 – Obtention des repas à 3CHF dans les cafétérias universitaires</p>
Automne 2021 : Retour en présence et introduction du pass sanitaire à l’université	<p>15 septembre 2021 – Pass sanitaire : L’apogée de la merde</p> <p>17 novembre 2021 – FAQ Vaccination</p>
Examens automne 2021 (session janvier/février 2022)	25 décembre 2021 – Prise de position de la CUAE sur les examens de janvier

ACTE I : LA PREMIÈRE VAGUE

Dans la première communication datée du 13 mars 2020 (Communiqué de presse du 13 mars), un point sur la situation est fait et les premières revendications formulées, s'articulant principalement autour de deux axes majeurs. De plus l'importance d'inclure la voix étudiante dans les prises de décisions est fortement accentuée le long de ce texte.

Premier axe : Le volet académique

« [...] La fermeture des instituts de formation soulève des questions auxquelles nous demandons des réponses puisque nous ne sommes pas associé.e.x.s aux discussions et décisions.

- À l'université les cours sont d'ores et déjà annulés et remplacés par des cours en ligne. Nous souhaitons que cette mesure s'accompagne d'un encadrement élargi de la part des professeur.e.x.s que ce soit par Skype ou par des « foires aux questions » et que le programme soit allégé. Effectivement, plusieurs études montrent que les personnes précaires scolairement sont défavorisées par les enseignements en ligne. Ainsi, il semble clair que le semestre ne pourra pas s'effectuer dans des conditions « normales » pour les étudiant.e.x.s et que des compensations en terme de nombre de tentatives, de barème et de charge de travail soient mises en œuvre pour les examens. [...]

- Ainsi nous préconisons également d'entamer des discussions autour de la possibilité d'admission conditionnelle dans les suites de cursus des personnes en formation. En effet, certaines personnes pourraient ne pas valider tous les acquis nécessaires (stages, examens de maturité, etc...) pour entrer dans leur formation suivante. Nous souhaitons voir quels arrangements pourraient être possibles pour qu'elles y entrent tout de même, en validant les derniers acquis d'une autre manière ou plus tardivement. »

Deuxième axe : Les conséquences économiques et psychologiques de la pandémie sur les étudiant.e.x.s

« [...] Ainsi nous craignons une augmentation de la précarité étudiante ces prochains temps, d'autant plus que les offres d'emploi et d'embauche se raréfient drastiquement dans le contexte actuel.

- Ainsi nous enjoignons les autorités compétentes à débloquer des fonds spéciaux pour parer à ces pertes des revenus.

- Dans le cas de l'Université et des HES-SO de Genève, nous demandons une augmentation exceptionnelle du fond du Pôle Santé Social attribué aux demandes d'aide ponctuelles afin de fournir un revenu de remplacement aux étudiant.e.x.s dont le revenu est supprimé en raison de l'épidémie. [...]

A ce stade, il était difficile d'anticiper l'ensemble de problèmes que les étudiant.e.x.s allaient rencontrer et formuler les revendications qui pourraient répondre au mieux aux besoins estudiantins. Cela peut être dû principalement au fait que la pandémie a affecté l'ensemble de la société à une échelle internationale, et qu'il fallait comprendre les besoins étudiants dans ce cadre plus global. Mais des questions transversales comme une potentielle augmentation des inégalités socio-économiques, ou l'accentuation de la précarité, se laissent gentiment entrevoir.

Il semble tout de même pertinent de remarquer la rapidité du comité de la CUAE dans la production et publication de cette prise de position, sachant que l'épidémie de Covid-19 est déclarée comme mondiale le 11 mars selon l'OMS, et que le premier cas détecté en Suisse date du 25 février.

Rapidement les problématiques et préoccupations étudiantes ont tourné autour de la session d'examens de mai/juin 2020 (semestre de printemps), qui s'annonçait déjà diamétralement opposée à ce à quoi nous étions habitués.e.x.s. Le 22 mars, la CUAE publie une prise de position sur les examens :

« **La CUAE appelle à une solution solidaire et égalitaire pour les examens.**

[...] il est clair que **la session d'examens de juin doit être repensée dans son ensemble.** En tant que syndicat étudiant, la CUAE défend les droits et intérêts de la communauté estudiantine, et, aujourd'hui plus que jamais, de ceux des personnes qui sont ou vont être impactées par la crise en cours. [...] La question des examens de juin a fait l'objet de toute notre attention. **Il est pour nous hors de question de laisser des étudiant.e.x.s de côté dans cette décision.** »

Plusieurs points très concrets sont par la suite soulevés, comme par exemple la difficulté de suivre ses cours correctement (manque d'espace de travail, mobilisations à la Protection civile/armée, prise en charge des membres de famille étant à risque, stress et anxiété, etc.), qui en fin de comptes concernaient aussi le corps enseignant :

« [...] À ces cas s'ajoutent les problèmes logistiques liés à l'accès au matériel informatique et/ou à une connexion internet. Le corps enseignant rencontre les mêmes difficultés liées aux bouleversements de nos quotidiens. »

En quelque sorte l'accent avait été mis sur l'important bouleversement de nos modes de vie qu'a supposé la pandémie. De cette façon nous arrivons aux revendications qui ont été formulées :

« nous revendiquons le droit pour tout.e.x étudiant.e.x de prolonger volontairement son cursus [...] »

la CUAE appelle à la validation de tous les enseignements suivis ce semestre ainsi que l'obtention de tous les crédits liés à ces enseignements. »

Or un point fondamental de nos revendications mérite d'être évoqué :

« [...] Si les conditions ne semblent pas réunies pour le bon déroulement de la session d'examens, nous ne souhaitons pas pour autant que les examens soient annulés. En effet, cela engendrerait des complications pour beaucoup d'entre nous. D'une part, les étudiant.e.x.s souhaitant continuer un cursus académique dans une autre institution nécessitant l'obtention d'un diplôme universitaire doivent pouvoir le faire ; l'annulation pure et simple des examens les en empêcherait. D'autre part, certain.e.x.s étudiant.e.x.s ne peuvent se permettre de prolonger leur formation. »

Ainsi la validation de tous les crédits avec le maintien des examens nous semblait comme la meilleure solution envisageable, du point de vue de l'égalité et de la solidarité (« La position que nous soutenons permet également de **reconstruire la solidarité.** [...] »). C'est justement sur ce point que la prise de position se clôturait :

« • **Validation de tous les enseignements suivis ce semestre et obtention de tous les crédits liés à ces enseignements pour tou.te.x.s les étudiant.e.x.s !**

• **Face à la crise, recréons la solidarité !** »

Suite à la formulation de nos revendications et de nombreuses tentatives de les faire remonter auprès du rectorat de l'université, aucun échange aboutissant à quoique ce soit n'a pu être établi. C'est ainsi que plusieurs textes furent publiés, dénonçant principalement le manque de consultation étudiante dans le processus décisionnel universitaire.

Le 26 mars 2020 paraît un *Coup de gueule à propos des examens*, suivi de *Quelques questions au rectorat concernant les examens* au 8 avril 2020, pour enfin obtenir une réponse stérile et futile de la part du rectorat (*Le rectorat a répondu à nos questions et on en est pas plus avancé.e.x.s... - 22 avril 2020*).

Entre temps, une pétition avait été lancée le 1er avril pour diffuser nos revendications (*EXAMENS: SIGNEZ LA PÉTITION POUR UNE VÉRITABLE SOLUTION - 1er avril 2020*). Malgré la date pittoresque, ce moyen de lutte peu utilisé par la CUAE de manière générale avait été envisagé au vu des nouvelles conditions d'organisation politique que la pandémie imposait. En effet, il était compliqué d'envisager toute sorte d'action ou démonstration à cause des conditions sanitaires.

C'est alors que le réseau national d'associations « Action Education », créé en 2016 contre la hausse des taxes, a été réactivé. Même si l'appel était lancé depuis la Suisse romande, celui-ci avait une portée nationale, et était « [...] adressé aux divers centres de décisions en matière d'examens et de validation des enseignements, à savoir tout autant les directions d'institutions de formation que

les regroupements intercantonaux (HES-SO, swiss-universities, Conférence des directeurs/trices de l'instruction publique, etc.) et les services confédéraux compétents (Secrétariat d'Etat à la formation). »

A travers cette coordination romande, une action symbolique décentralisée a été réalisée le 1er mai, date symbolique pour toute lutte sociale. A Neuchâtel (unine), Lausanne (unil), et Genève (unige et HEAD), nous nous sommes mobilisé.e.x.s pour exiger la validation en bloc de tous les crédits. Une vidéo de l'action romande a été réalisée et publiée, juste après la publication d'une vidéo spécifique à notre action.



Malgré tous les efforts qui ont été fournis, d'interminables réunions organisationnelles (sur zoom), des pages et des pages de communiqués, une tonne de mails envoyés aux autorités universitaires, ainsi qu'un suivi syndical apporté individuellement aux étudiant.e.x.s les plus affecté.e.x.s, les examens se sont déroulés selon les décisions prises par le rectorat.

Au-delà de la question sur la réussite ou pas de notre mobilisation et de nos efforts, le moins qu'on puisse dire c'est que cet épisode n'a été qu'un autre exemple et une démonstration de l'absolutisme qui est imprégné dans nos centres de formation, notamment à l'université. Pour une analyse détaillée du processus décisionnel et l'absence d'instances démocratiques à l'université en temps de covid vous pouvez consulter notre article *Coronavirus à l'Université: dans les coulisses du pouvoir* paru dans notre dernier RC (Num. 50)

ACTE II : DEUXIÈME VAGUE ET COVID-19 SUR LE LONG-TERME

Suite aux premières apparitions des problématiques estudiantines impliquées par la situation sanitaire, le dossier Covid a continué à être un dossier central pour la CUAE. Ceci étant intrinsèquement lié à l'évolution constante de la pandémie mais aussi à l'ensemble de décisions prises par l'université touchant une large variété de domaines.

Courant avril 2020 (en pleine 1ère vague) l'université a lancé son programme d'évaluation de la période de pandémie afin de tirer "les leçons de la crise". Ce processus clairement prématuré, et très lacunaire du point de vue méthodologique et représentatif de la communauté étudiante, a été l'objet de notre refus frontal. Ce processus s'est étendu sur plusieurs mois, entre deux années académiques différentes, et c'est ainsi que courant février 2021 nous avons publié un texte critique dénonçant ce fonctionnement (*Jusqu'à quand? Bilan intermédiaire et critique de la gestion de la crise par l'Université*). Ironie de l'histoire, ce processus lancé par l'université a été arrêté suite à nos demandes et une prise de position de l'Assemblée universitaire, qui demandait d'interrompre les "les leçons de la crise" le 11 novembre 2020.

Ce texte avait une critique quant à la (mauvaise) gestion la crise par l'université, d'un point de vue social, psychologique, et académique. Et même si nous avons parfois salué certaines des mesures prises, comme par exemple la mise en place d'aides financières d'urgence, nous dénoncions d'autres points qui nous sont apparu fondamentalement problématiques. Ceux-ci ont dans l'ensemble porté sur les failles systémiques dans la gouvernance universitaire, la gestion catastrophique des sessions d'examens déroulées en ligne (notamment l'utilisation du logiciel «TestWe» par la faculté de GSEM). Une brève exemplification de

cela peut se trouver dans la conclusion du texte :

« La crise que nous vivons ne fait d'ailleurs que révéler plus vivement des tendances inquiétantes que la CUAE dénonce depuis des années. La pandémie n'a fait qu'exacerber des tendances structurelles fortes, telles que la gouvernance autoritaire de l'institution et la précarité qui y règne. Mais il n'est pas trop tard pour renverser la vapeur. L'accumulation du ras-le-bol général engendré par la gestion universitaire de la crise nous prouve qu'il est plus que temps d'adopter une autre attitude pour le semestre du printemps 2021 et ceux qui viendront ensuite. »

Même si à ce moment nous laissons timidement entrevoir la question de «l'horizon post-covid» et les potentielles conséquences de la pandémie sur le long terme, nous avons tout de même continué à nous mobiliser et prendre position lors de chaque modification de la situation et de nos conditions d'études. Avant ce dernier texte, et suite aux mesures sanitaires prises en début de semestre d'automne 2020, nous avons écrit encore une *Prise de position concernant les nouvelles mesures sanitaires de l'Université*, datée du 27 octobre 2020.

Malgré le nouveau changement radical des mesures sanitaires et un retour à l'enseignement à distance (celui-ci se prolongeant jusqu'à la fin de l'année académique), la CUAE a émis une série d'exigences et revendications similaires à ce qui avait déjà été produit (gouvernance, examens, aides financières, espaces...).

Nos efforts se sont par la suite très vite concentrés sur les examens, aboutissant à une nouvelle mobilisation, qu'on a nommée «unige is watching you», aussi originale et atypique dans les moyens d'action que la première tentative de printemps 2020¹. Après de nombreuses réunions et de travail mené au sein de l'instituton, nous avons dû dépasser le cadre imposé par les instances universitaires. Cette campagne, lancée le 10 décembre, s'est frontalement opposée à la surveillance numérique décidée par la directive du rectorat le 24 novembre. La mise en place d'une vidéo-surveillance et l'utilisation de logiciels intrusifs dans la sphère privée, tels que Zoom et surtout TestWe², ont été notre crainte principale. Nous avons donc fait un appel aux étudiant.e.x.s à venir observer l'examen du rectorat, à renverser les rôles et à démontrer l'absurdité des mesures concernant les examens.



C'est de cette façon que le 17 décembre s'est tenu notre examen du rectorat, lequel n'a pas réussi à valider l'épreuve fictive que nous lui avons concoctée et a fini en procédure de suspicion de

fraude, grâce à notre rigoureuse surveillance sur Zoom. Cette mise en scène satyrique a rencontré un succès mitigé, et malgré tous les efforts portés sur ce dossier, notre voix n'a à nouveau pas été prise en compte. Et pourtant cette fois-ci nous n'avons même pas demandé la validation des crédits !



La crise sanitaire a été particulièrement rude pour l'année 2020-2021, lorsque les enseignements (et examens) se sont maintenus en ligne pendant plus de sept mois (dès le 2 novembre 2020 jusqu'à fin mai 2021). Cette situation a sans doute amplifié les problèmes engendrés par la pandémie, notamment sur le plan psychologique cette fois-ci.



L'atomisation des étudiant.e.x.s et l'absence d'activités au sein des bâtiments a entraîné un sentiment de détresse psychologique. Beaucoup d'étudiant.e.x.s nous ont exprimé leur détresse et leur besoin de revenir en présentiel, tandis que d'autres insistaient sur la sécurité que leur garantissaient les cours en ligne. Face à ce choix binaire nous avons décidé de publier un texte le 22 avril qui tentait de dépasser ce débat, et dans lequel nous dénonçons la mauvaise gestion de la crise dans un cadre qui se situe au-delà de la situation spécifique à l'université. La tension entre situation sanitaire au niveau sociétal et nécessité d'un retour en présentiel a été l'objet de notre analyse. En voici quelques éléments:

«Pour la CUAE, la question est mal posée et ne fait qu'alimenter un débat stérile et dénué de sens: faire preuve de solidarité avec les personnes à risque et sauver le plus de vies possible en continuant nos formations à distance ou prôner un retour au présentiel, coûte que coûte, pour préserver la santé mentale des étudiant.e.x.s ? Dilemme cornélien impossible à résoudre, n'est-ce pas?

[...]

Car l'université, et les jeune.x.s en général, ont été sacrifié.e.x.s sur l'autel du profit. Dans un monde capitaliste touché de plein fouet par une pandémie, confiner une université sauve avant tout des vies, mais l'objectif prioritaire n'est pas là.

Le contrôle d'une pandémie est toujours question d'intérêt politique. Nous avons vu comme le conflit sur les responsabilités fédérales portait finalement sur une seule chose : qui est-ce qui payerait la facture des entreprises fermées ?[...] Faire semblant de gérer la crise permet de faire oublier que l'impératif du profit dicte tout. Dans cette hypocrisie généralisée, le confinement de l'université ne joue que le rôle de trompe-l'œil

[...]

Aujourd'hui, ce sont tous les systèmes de domination qui doivent être questionnés, combattus, renversés, car ce sont eux qui rendent le distanciel ou le présentiel invivables. Pour que l'on ne se retrouve plus à devoir trancher entre les impacts désastreux du présentiel et les impacts désastreux du distanciel. [...]

Et suite à la formulation de notre revendication principale (semaine de révision en juin pour toutes les facultés), et l'annonce de l'obtention de repas à 3CHF dans les cafétérias universitaires, le texte se concluait de la sorte:

«Améliorons immédiatement nos conditions d'études mais n'oublions pas vers où nous voulons nous diriger.

Vers une université auto-gérée par les étudiant.e.x.s et les enseignant.e.x.s.

Vers une université critique et détachée des logiques marchandes.

Vers une université qui nous ressemble.»

ACTE III : MAIS ÇA N'EN FINIT JAMAIS !

Courant printemps 2021 nous pouvons observer comment la CUAE s'est penchée progressivement sur des dossiers annexes, directement en lien avec le covid, ou tout aussi importants. Par exemple nous pouvons citer la Prise de position concernant la situation psychologique et matérielle des étudiant.e.x.s de l'Université rédigée par le GT «détresse étudiante» et publiée le 3 mai 2021. Remarquons que c'est ce même GT qui a obtenu la mise en place des repas à 3CHF dans les cafétérias universitaires. Les questions liées à la dégradation des conditions d'étude et une précarité à la hausse, c'est-à-dire les conséquences de la pandémie, ont été de plus en plus des problématiques centrales pour la CUAE. La question de la mise en place d'une semaine de révision dans toutes les facultés lors de la session de mai/juin, d'une gouvernance plus démocratique, ou la situation psychologique des étudiant.e.x.s ont été les thématiques principales développées par la CUAE.

C'est de cette façon que nous pouvons comprendre l'absence de publications ou de communications de la part de la CUAE concernant le déroulement des examens de mai/juin 2021. La conjonction d'un lassement par rapport à cette question et la constatation empirique d'un refus catégorique du rectorat de prendre en compte la voix estudiantine ont sans doute influencer ce choix.

C'est de cette façon que l'année académique 20-21 s'est clôturée. Mais l'avenir nous réservait encore quelques surprises. Dès la rentrée d'automne 2021, nous avons continué à travailler sur de nombreux dossiers simultanément (retour des repas à 3CHF, organisation de la rentrée et les Welcome Days, changements dans la directive des aides financières, etc.). Mais l'introduction du certificat covid début septembre nous a donné beau-

coup de fil à retordre. Le débat polarisé concernant le pass a retenu toute l'attention du comité de la CUAE, qui après d'interminables débats et réflexions internes, s'est positionnée. C'est comme ça que nous avons publié le 15 septembre notre position concernant le pass sanitaire, que nous avons intitulé *Pass sanitaire - L'apogée de la merde*.

«Mais alors, la CUAE est-elle pour ou contre le pass?»

La question s'est clairement posée lors des discussions à ce sujet à l'interne, et les suivantes lignes n'arriveront pas à transmettre la richesse et complexité du débat. Mais dans les grandes lignes nous nous sommes fermement opposés à l'introduction du pass sanitaire, étant un outil nauséabond et qui n'a pas raison d'exister dans le cadre universitaire ou même sociétal:

«[...] Si le passe sanitaire est à présent estimé nécessaire, c'est parce que la crise du COVID-19 a été gérée de manière néfaste depuis le début. N'est-il pas un peu facile pour les autorités de légitimer l'utilisation d'un outil aussi extrême pour nous sortir du pétrin dans lequel elles nous ont elles-mêmes fourré.e.x.s ?

[...] La mise en place du pass sanitaire à l'université implique de graves problèmes. Le fait de subir des contrôles d'identité constants devient chaque jour plus proche de la réalité que de la dystopie.

[...] Dans le cas de l'université, l'idée que l'éducation et l'espace public seront désormais soumis à un contrôle d'identité est terrifiante. Mais cette tendance n'est pas nouvelle et prolonge la dérive sécuritaire de notre société qui a lieu depuis le début de la crise.»

Et si nous devions résumer la position prise par la CUAE à ce moment :

« Nous détestons voir le pass dans les murs de l'université. Toutefois, le refuser purement et simplement nous semble presque délétère à l'heure actuelle. Nous optons donc pour une approche plus pragmatique à cette question épineuse. Nous dressons ici une série de revendications qui sont les conditions indispensables pour rendre l'utilisation du pass sanitaire tolérable. Si la volonté de l'État et de l'université est véritablement d'endiguer la pandémie, il est temps qu'ils allongent la monnaie.»

Parmi les revendications, nous avons la gratuité des tests et du matériel sanitaire, l'accès serein aux vaccins, l'accès à la formation, la protection des personnes et de l'identité, l'accès aux espaces publics, la durée limitée, et l'engagement politique de l'université.



Deux mois plus tard nous avons publié une FAQ portant sur la vaccination, projet mené avec l'AEMG (association d'étudiant.e.x.s en médecine) et la Direction Générale de la Santé (DGS). Le but de celle-ci étant d'apporter des pistes de réponses à plusieurs questions courantes autour des vaccins contre le COVID. Et afin d'éviter des confusions par rapport à notre positionnement sur le pass : « Notre volonté est aussi de distinguer le problème politique du pass sanitaire et la question de santé publique du vaccin. La CUAE est très critique par rapport au pass sanitaire et à la gestion politique de la crise sanitaire en général. Il ne

s'agit toutefois pas ici de ces questions, mais bien plutôt d'une campagne pour promouvoir la vaccination.»

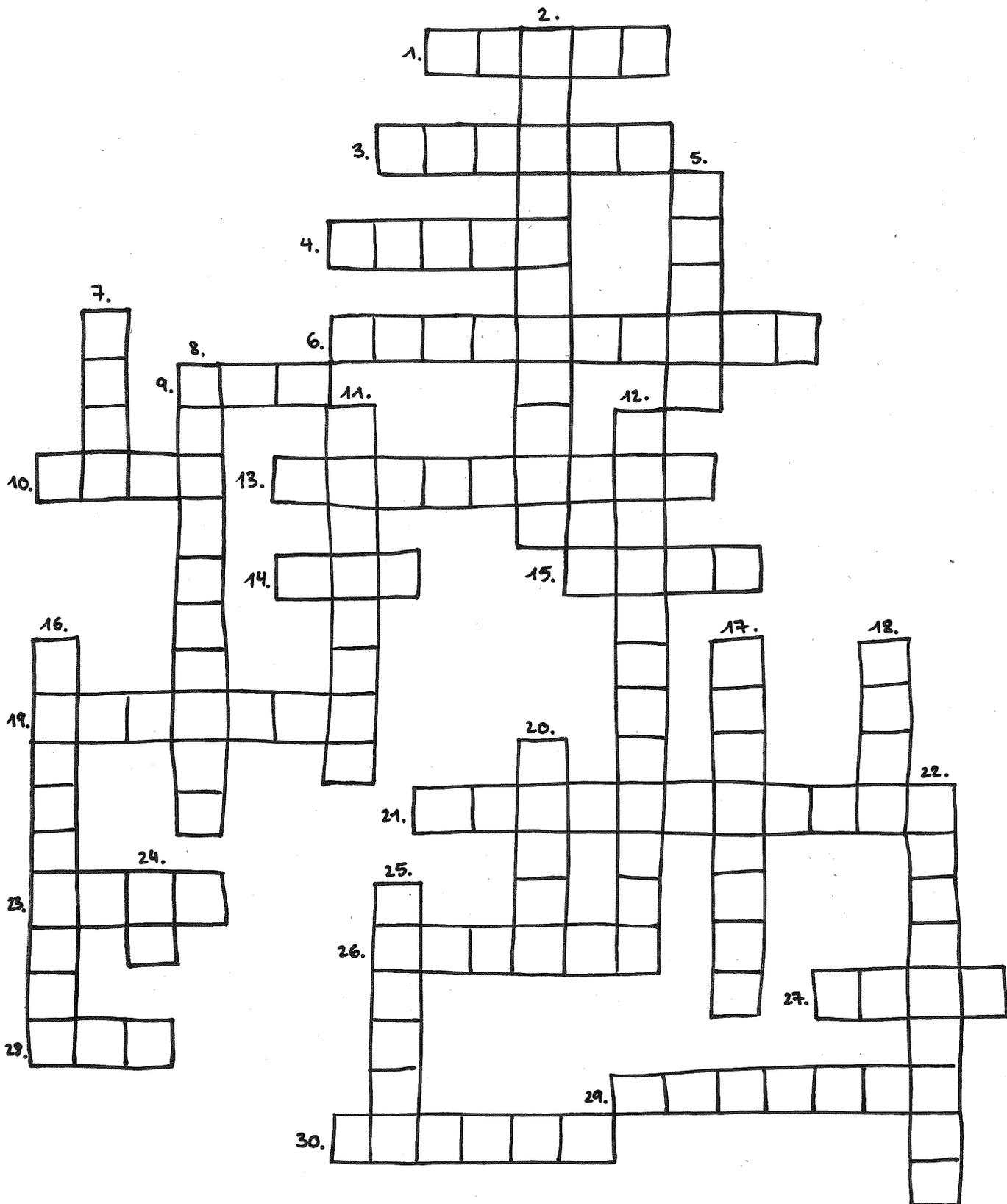
Pendant cette période la CUAE a donc décidé de mettre de l'énergie dans d'autres thématiques et sujets tout aussi importants. Par exemple les luttes pour les repas à 3CHF ont été une lutte centrale pendant le semestre d'automne 2021, qui a mené à une occupation de la cafétéria d'uniMail.

Mais le retour en présentiel également a impliqué beaucoup d'autres questions et problématiques que nous n'allons pas développer davantage ici. Il a eu un impact sur les conditions des examens de janvier/février 2022, qui eux ont eu lieu en présence, après presque deux ans d'examens en ligne. A ce sujet nous avons publié le 25 décembre 2021 la dernière (à ce jour) prise de position de la CUAE portant sur le covid: *Prise de position de la CUAE sur les examens de janvier*. L'absence de la prise en compte des besoins étudiants lors d'une session qui s'est déroulée en présence sans aucune véritable garantie sanitaire a été l'objet de notre texte.

Pour conclure, le covid a été et continue d'être un dossier central pour la CUAE. Malgré notre habitude de la pandémie, elle ne cesse de nous surprendre de nous pourrir la vie. Le retour en présentiel que nous connaissons depuis automne 2021 ne signifie pas un retour à la normale, loin de là. Les conséquences financières, psychologiques et sociales se font toujours ressentir et sont de moins en moins reconnues. Malgré tous nos efforts, nos propositions de solidarité, de compréhension et soutien aux plus fragiles ont été reçues avec dédain et balayées au profit de considérations économiques. L'attitude de l'université vis-à-vis de la pandémie est telle que nous l'attendions, c'est-à-dire au mieux complètement à côté de la plaque et au pire malveillante. Pour le dire cyniquement : on est déçu.e.x.s mais pas choqué.e.x.s.

Moyen

			5	6			2	
		1	4	2	9	5	3	
9	5	2		1			6	
						7		6
6			8		2			9
3		5						
	4			9		1	8	5
	3	9	1	8	6	2		
	7			5	4			



Horizontal

1. Le plat phare de la caf' que tu as mangé 1000 fois
3. Omniprésents aux Bastions, ils ne sont qu'à l'effigie d'hommes cis
4. Espace autogéré de l'UNIGE expert en bouffes pop'
6. En novembre 2021, elle a eu lieu pendant 2 semaines dans le « Marx Café »
9. Faculté des plurilinguistes
10. On en peut plus de ce logiciel
13. On y mangeait jadis les repas à 3 CHF, on y mange aujourd'hui les repas à 5 CHF
14. La première de Suisse était sur une colline
15. Tu déshérites ton enfant s'il veut faire ce métier
19. C'était le lundi 21 février
21. La matière qu'enseigne Oris
23. Sans elle, l'UNIGE serait perdue
26. L'animal totem de l'agenda 2021-22
27. Dans cette fac, tu « acquiers des compétences » pour te « démarquer sur le marché du travail »
28. La fac de Marx et Bourdieu (et Arendt, à peu près la seule femme mentionnée en cours)
29. Police, justice nulle part
30. Hôtel à Genève qui a accueilli Zemmour à bras ouverts

Vertical

2. Round two des exas en fin août
5. Sombre pandémie dont pas grand monde n'a entendu parler
7. Elle a eu lieu du 20.09 au 08.10 pour célébrer les 50 ans de la CUAE
8. Oh, les ont péché la gueule à un agresseur !
11. Le plus beau moment de l'année
12. Ta deuxième maison pendant les révisions
16. Entreprise privée qui « « « protège » » » l'UNIGE
17. La fac qui distribue des sacs à dos en début d'année
18. Mois des fiertés LGBTIQ+
20. Rajoute un « e » et tu connais l'orientation politique de la plupart des gens de cette fac
22. Elles sont plus inclusives et moins dangereuses lorsqu'elles sont non-genrées !
24. Sorte de parlement de l'uni, elle va bientôt proposer un.e.x nouvelleau recteurice
25. Le surnom de notre recteur adoré

Sommaire

Edito.....	1
Mais qu'est-ce que la CUAE ?.....	2
Pourquoi nos textes ne sont-ils pas signés?.....	3
Sainte-Trinité.....	4
Neutralité mon cul !.....	6
La philanthropie bourgeoise à l'université de Genève, ou comment asservir une institution publique aux intérêts des dominants	10
Occupation sans faim.....	16
La mixité choisie comme outil de lutte.....	27
Des entreprises qui vous veulent du bien.....	29
CUAE vs COVID.....	31
Sudoku.....	41
MotCroisé.....	42